

La Banque Scotia affiche des revenus records

Chiffres clés du deuxième trimestre par rapport à la même période il y a un an :

- Revenu net de 826 millions de dollars contre 784 millions de dollars, une hausse de 5 %
- Bénéfice par action (dilué) de 0,81 \$ contre 0,75 \$, une augmentation de 8 %
- Rendement des capitaux propres de 22,3 % contre 21,8 %
- Coefficient du capital de catégorie 1 de 11,4 % contre 11,2 %

Dividende trimestriel en hausse de 2 cents, à 34 cents par action ordinaire.

Toronto, le 31 mai 2005 – La Banque Scotia a enregistré un nouveau record avec un revenu net de 826 millions de dollars au deuxième trimestre de 2005. Le bénéfice par action (dilué) s'est établi à 0,81 \$ contre 0,75 \$ pour la même période de l'exercice précédent. Le rendement des capitaux propres a affiché un solide 22,3 %.

«Nos revenus de ce deuxième trimestre illustrent toute la valeur de la diversité de nos secteurs d'activité», a déclaré Rick Waugh, président et chef de la direction. «Ont contribué à ces résultats records une baisse des pertes sur prêts ainsi que la forte performance de nos principaux secteurs d'activité – Réseau canadien, Scotia Capitaux et Opérations internationales.

«Notre Réseau canadien a bénéficié de la solide contribution de nombre de ses secteurs, en particulier au chapitre des prêts hypothécaires et des autres prêts aux particuliers, où nous avons enregistré de solides gains d'une année sur l'autre en terme de part de marché. Notre division Opérations interna-

tionales a également connu une bonne performance, en particulier avec Scotiabank Inverlat, qui a enregistré d'excellents résultats au chapitre du crédit tant aux particuliers qu'aux entreprises. Scotia Capitaux a profité, pour le troisième trimestre d'affilée, d'une reprise sur provision pour créances irrécouvrables, bien que le revenu tiré des activités de négociation ait été en deçà du niveau record du précédent trimestre.

«Au chapitre du capital, la situation de la Banque Scotia demeure toujours très solide, ce qui nous donne la flexibilité de considérer une grande variété d'options pour ce qui est de la croissance future et, combiné à nos solides bénéfices, nous permet de continuer à accroître le dividende trimestriel.

«Nous sommes satisfaits de la solidité de notre performance pour la première moitié de l'exercice qui nous a vu atteindre ou dépasser tous nos objectifs. Bien que notre contexte opérationnel demeure difficile, nous escomptons atteindre tous nos objectifs pour 2005.»

Résultats cumulatifs par rapport aux objectifs pour 2005

1. OBJECTIF : Afficher un rendement des capitaux propres (RCP) entre 17 % et 20 %. La Banque Scotia a obtenu un RCP de 21,6 % pour le semestre.
2. OBJECTIF : Générer une croissance du bénéfice par action (dilué) de 5 % à 10 % par an. La croissance d'une année sur l'autre a été de 11 %.
3. OBJECTIF : Maintenir un ratio de productivité inférieur à 58 %. La performance de la Banque a été de 55,6 %.
4. OBJECTIF : Maintenir de solides coefficients de capital. À 11,4 %, le coefficient du capital de catégorie 1 demeure parmi les plus élevés des banques canadiennes et toujours solide selon les normes internationales.

	Aux dates indiquées et pour les trimestres terminés à ces dates			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
<i>(Non vérifié)</i>					
Résultats d'exploitation <i>(en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts net ¹⁾ (BMEF ²⁾)	1 552	1 503	1 521	3 055	3 017
Revenu total ¹⁾ (BMEF ²⁾)	2 688	2 614	2 770	5 302	5 306
Provision pour créances irrécouvrables	35	74	130	109	300
Frais autres que d'intérêts	1 490	1 457	1 523	2 947	2 929
Provision pour impôts sur le revenu ¹⁾ (BMEF ²⁾)	320	278	311	598	560
Revenu net ¹⁾	826	788	784	1 614	1 472
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	822	784	780	1 606	1 464
Rendement de l'exploitation					
Bénéfice de base par action <i>(en dollars)</i>	0,82	0,78	0,77	1,60	1,45
Bénéfice dilué par action <i>(en dollars)</i>	0,81	0,77	0,75	1,58	1,42
Rendement des capitaux propres <i>(en pourcentage)</i>	22,3	21,0	21,8	21,6	20,6
Ratio de productivité ¹⁾ <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ²⁾)	55,4	55,7	55,0	55,6	55,2
Marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen ¹⁾ <i>(en pourcentage)</i> (BMEF ²⁾)	2,07	2,00	2,16	2,04	2,13
Données du bilan <i>(en millions de dollars)</i>					
Liquidités et valeurs mobilières	93 439	89 118	81 273		
Prêts et acceptations	192 776	188 617	179 887		
Total de l'actif	309 090	300 547	283 634		
Dépôts	214 782	206 866	197 641		
Actions privilégiées ¹⁾	600	300	300		
Avoir des porteurs d'actions ordinaires	15 344	14 918	14 857		
Biens sous administration	162 962	158 030	162 274		
Biens sous gestion	23 354	22 591	20 929		
Mesures du capital					
Coefficient du capital de catégorie 1 <i>(en pourcentage)</i>	11,4	11,2	11,2		
Coefficient du capital total <i>(en pourcentage)</i>	13,4	13,5	13,6		
Coefficient du capital-actions corporel ordinaire à l'actif rajusté en fonction du risque ³⁾ <i>(en pourcentage)</i>	9,5	9,5	9,4		
Actif pondéré en fonction du risque <i>(en millions de dollars)</i>	160 057	155 498	155 679		
Qualité du crédit					
Montant net des prêts douteux ⁴⁾ <i>(en millions de dollars)</i>	666	762	1 371		
Provision générale pour créances irrécouvrables <i>(en millions de dollars)</i>	1 375	1 375	1 475		
Montant net des prêts douteux en pourcentage des prêts et acceptations ³⁾	0,35	0,40	0,76		
Provision spécifique pour créances irrécouvrables en pourcentage de l'encours moyen des prêts et acceptations (sur une année)	0,07	0,16	0,30	0,12	0,34
Données sur les actions ordinaires					
Par action <i>(en dollars)</i>					
Haut	41,37	41,35	37,45	41,37	37,45
Bas	38,63	36,41	33,38	36,41	31,08
Clôture	39,99	39,50	35,15		
Actions en circulation <i>(en millions)</i>					
Moyenne (de base)	996	1 006	1 011	1 001	1 011
Moyenne (diluée)	1 011	1 021	1 028	1 016	1 028
Fin de la période	994	998	1 009		
Dividendes par action <i>(en dollars)</i>	0,32	0,32	0,25	0,64	0,50
Rendement des actions <i>(en pourcentage)</i>	3,2	3,3	2,8	3,3	2,9
Ratio de distribution ⁵⁾ <i>(en pourcentage)</i>	38,7	41,1	32,4	39,9	34,5
Capitalisation boursière <i>(en millions de dollars)</i>					
Valeur comptable par action ordinaire <i>(en dollars)</i>	15,44	14,95	14,73		
Ratio de la valeur marchande à la valeur comptable	2,6	2,6	2,4		
Ratio cours-bénéfice (quatre derniers trimestres)	13,2	13,3	13,0		
Autres données					
Employés	44 094	43 930	44 294		
Succursales et bureaux	1 871	1 871	1 869		

Certains chiffres présentés à titre de comparaison dans ce rapport trimestriel ont été reclassés pour correspondre à la présentation de la période en cours.

- 1) Les montants ont été retraités rétroactivement conformément à la nouvelle prise de position comptable relative aux éléments de passif et capitaux propres (voir la note 1 à la page 19).
- 2) Pour le rajustement de la mesure PCGR en base de mise en équivalence fiscale (BMEF), se reporter aux notes 2) et 3) de la page 12.
- 3) Représente l'avoir des porteurs d'actions ordinaires et la part des actionnaires sans contrôle dans des filiales moins l'écart d'acquisition et les autres actifs incorporels, en pourcentage des actifs à risques pondérés.
- 4) Le montant net des prêts douteux correspond au montant des prêts douteux moins la provision spécifique pour créances irrécouvrables.
- 5) Représente le dividende sur actions ordinaires pour la période en pourcentage du revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires pour la période.

Stratégies de réussite

Même si nous pensons devoir encore relever de nombreux défis durant le reste de l'exercice, nous sommes persuadés d'atteindre nos objectifs pour 2005 de même que notre objectif à plus long terme, qui consiste à être la meilleure institution financière canadienne d'envergure internationale. Nous comptons sur nos trois solides secteurs d'activité, la très grande force de notre capital et une formidable équipe ayant pour mission d'aider les clients à améliorer leur situation financière.

Bâtir notre clientèle

Dans l'ensemble du Groupe Banque Scotia, nous allons bâtir notre clientèle en entretenant des relations plus étroites et plus rentables avec nos clients actuels et en attirant de nouveaux clients. Une de nos grandes priorités consistera à conserver la position de leader que nous occupons dans bon nombre de nos principaux marchés au chapitre de la satisfaction de la clientèle.

Au Canada, nous axerons nos efforts sur les clients actuels à potentiel élevé et favoriserons les mises en contact pertinentes avec nos partenaires du Groupe Banque Scotia. Nous entendons tirer avantage de notre réseau de succursales, des canaux indirects et d'un nouveau programme de marketing dynamique pour grossir notre clientèle. À l'échelle internationale, nous offrirons encore une vaste gamme de produits et services, tels que les prêts hypothécaires et prêts automobiles au Mexique et l'assurance et la gestion de patrimoine dans les Antilles. Par l'entremise de Scotia Capitaux, nous allons raffermir nos relations avec la clientèle de base grâce à l'intensification des ventes parallèles de produits et services.

Miser sur nos lignes de force

Dans tous les secteurs du Groupe Banque Scotia, nous allons miser sur nos lignes de force et nos domaines de spécialisation afin d'accroître notre efficacité. Nous adapterons nos recettes gagnantes mises au point au Canada à la démographie et aux marchés locaux et les implanterons à l'échelle internationale – comme nous le faisons avec le programme Vente et service dans les Antilles et les Services partagés en Amérique latine. Ce modèle nous permettra de focaliser plus efficacement nos ressources et de consacrer beaucoup plus de temps à la vente et au service à la clientèle en succursale.

Par ailleurs, nous veillons à maximaliser le potentiel de Scotia Capitaux au Canada et aux États-Unis de même que celui de Scotiabank Inverlat au Mexique dans le but d'offrir à nos clients une plate-forme nord-américaine d'activités bancaires de gros véritablement intégrée.

Optimaliser notre utilisation du capital

Enfin, nous entendons optimaliser l'utilisation de notre très important capital de base, c'est-à-dire de le répartir de façon à soutenir notre croissance interne et à faire des acquisitions.

Nous cherchons constamment à renforcer nos secteurs d'activité à l'échelle mondiale au moyen d'acquisitions disciplinées, particulièrement au Mexique, dans les Antilles, en Amérique centrale et en Asie. Nous évaluerons également diverses occasions d'affaires au sein du Réseau canadien et de Scotia Capitaux.

Tout en menant ces stratégies, nous continuerons à mettre l'accent sur les gens, soit nos employés, les collectivités dans lesquelles nous faisons affaire, nos actionnaires et nos clients. Nous nous sommes engagés à devenir un chef de file en matière de responsabilité sociale des entreprises, ce qui englobe notamment la façon dont nous agissons avec nos partenaires pour assumer nos responsabilités sociales, économiques, environnementales et déontologiques.

Nous sommes convaincus que nous avons les stratégies et les personnes voulues pour perpétuer notre longue tradition de succès. Nous espérons obtenir de nouveau en 2005 des résultats records qui profiteront à tous nos principaux partenaires.



Rick Waugh
Président et chef de la direction

Réseau canadien

- Conformément à notre engagement à aider nos clients à améliorer leur situation financière, nous avons lancé en mars le prêt hypothécaire *FlexValeur Scotia*^{MC}, produit hypothécaire novateur de cinq ans à taux variable proposant un taux d'intérêt avantageux inférieur au taux de base, des versements peu élevés ainsi que des options spéciales de renouvellement anticipé qui confèrent une protection accrue contre la hausse des taux. Par ailleurs, le prêt hypothécaire Long-Court a fait l'objet d'un nouveau lancement. Avec cette composante hypothécaire pré-établie dans le cadre de notre programme Crédit intégré Scotia®, nous pouvons offrir, en plus du prêt hypothécaire *FlexValeur Scotia*, un prêt hypothécaire à taux fixe de cinq ans des plus concurrentiels qui permet à nos clients de tirer profit des taux à court terme moins élevés et de se prémunir contre la montée des taux à long terme.
- Nous sommes constamment à la recherche de façons rentables d'établir des relations avec nos clients actuels ou nouveaux par le truchement de programmes innovateurs comme le marketing par courriel autorisé par les clients. Ces douze derniers mois, le nombre d'adresses électroniques obtenues avec la permission des clients a décuplé et augmente au rythme de plus de 30 000 par mois. Nous mettons à profit cette technologie pour aider nos clients à satisfaire leurs besoins financiers. Par exemple, dans le cadre d'un projet pilote, plus de 50 % des noms de clients hypothécaires potentiels obtenus par courrier électronique ont conduit à une nouvelle vente hypothécaire dans les six mois qui ont suivi. Ce programme est en cours d'instauration à l'échelle nationale.
- Les ventes nettes de fonds Portefeuilles Partenaires Scotia se sont élevées à 296 millions de dollars durant le trimestre, en hausse de 33 % par rapport à l'an dernier. L'actif de ces fonds de fonds diversifiés, principalement d'autres émetteurs, a atteint le plateau du milliard de dollars, une performance remarquable si l'on considère que ces fonds ont été créés il y a moins de trois ans.

Opérations internationales

- Dans la région Antilles et Amérique centrale, nous continuons d'observer un intérêt accru de la clientèle pour les réseaux de distribution parallèles, comme en témoigne l'augmentation de 18 % du volume d'opérations GAB, d'une année sur l'autre. De plus, de nouveaux GAB installés au cours du trimestre ont porté le nombre d'appareils à 550 dans la région. Par ailleurs, l'utilisation des services bancaires par Internet continue de progresser, le nombre des nouveaux utilisateurs ayant crû de 6 % au deuxième trimestre.
- CRÉDIT EXPRESS *Élite*, le nouveau produit en ligne qui met à la disposition des importateurs et des exportateurs une gamme complète d'options liées au financement du commerce international par lettres de crédit, est maintenant offert dans une vingtaine de pays. Les succursales de la Banque Scotia et leurs clients reçoivent désormais des relevés par voie électronique et le service a permis de simplifier, sinon d'éliminer, la plupart des opérations manuelles. Nous sommes actuellement engagés auprès de clients au Mexique et au Chili dans une phase d'essais qui devrait mener à un lancement au cours du troisième trimestre.

Scotia Capitaux

- Scotia Capitaux a été nommée meilleure banque d'investissement au Canada pour la deuxième année de suite par le magazine *Global Finance*.
- Dans le cadre de la plus importante acquisition par emprunt jamais réalisée au Canada, Scotia Capitaux a fait office de conseiller financier exclusif pour Kohlberg Kravis Roberts & Co. dans l'acquisition, au prix de 3,2 milliards américains de dollars, de Masonite International Corporation, premier fabricant de portes dans le monde. Nous avons également participé à la prise ferme, en qualité de coarrangeur principal, de facilités de crédit évaluées à 2,3 milliards de dollars américains destinées au financement de l'opération. Ultérieurement, une forte demande des investisseurs nous a permis de consorcialiser plus de 90 % de notre engagement.
- De concert avec Scotiabank Inverlat, un projet a été mis sur pied afin de maximiser les possibilités du secteur activités bancaires de gros de la Banque au Canada et aux États-Unis, et ainsi créer une plate-forme sans pareille dans la zone de l'ALENA.

Employés et ressources humaines

- Pour la deuxième année de suite, le magazine *Training* a classé la Banque Scotia dans son palmarès des 100 premières entreprises sur le plan de la formation à l'échelle mondiale. Ce sondage vise à récompenser les entreprises qui « excellent en matière de développement du capital humain » et souligne l'engagement incessant de la Banque Scotia envers le perfectionnement de ses employés.
- L'organisme Employee Assistance Society of North America a souligné la grande efficacité du programme d'aide aux employés (PAE) de la Banque Scotia en remettant à cette dernière son premier prix annuel Corporate Award of Excellence. Ce prix récompense la qualité des services, la prestation d'avant-garde et « l'intégration réussie du PAE dans la stratégie d'entreprise globale ».
- Pour la deuxième année d'affilée, The Great Place to Work Institute a désigné Scotiabank Inverlat l'un des 50 employeurs de choix du Mexique. Aucune autre institution financière n'a reçu un tel honneur deux années de suite. Scotiabank Inverlat est l'entreprise la mieux classée parmi celles qui comptent plus de 500 employés.

Engagement dans la collectivité

- La Banque Scotia s'est récemment engagée à verser 1,25 million de dollars à des universités du Canada atlantique. À l'Université du Nouveau-Brunswick, les fonds reçus permettront de soutenir les étudiants des campus de Fredericton et de Saint John inscrits aux programmes d'études à l'étranger. À l'Université Saint Mary's, à Halifax, la Banque Scotia parrainera l'aménagement d'une salle de conférence ultramoderne dans le pavillon des études commerciales de l'université.

Résultats financiers et situation financière du Groupe

La Banque Scotia a dégagé des résultats records pour ce trimestre avec une hausse de 5 % du revenu net par rapport au même trimestre de l'an dernier et au premier trimestre. Comme pour l'an dernier, le deuxième trimestre comprend un gain sur la vente d'une partie de l'investissement de la Banque dans la Shinsei Bank au Japon. Depuis le début de l'exercice, le revenu net a été de 10 % supérieur par rapport à la même période de l'exercice précédent, car des provisions pour créances irrécouvrables moins élevées ont plus que contrebalancé les gains réduits sur les valeurs mobilières. La conversion des devises a eu moins d'effet sur la comparaison des résultats d'un trimestre sur l'autre cette année. Toutefois, l'appréciation du dollar canadien par rapport à la plupart des autres monnaies vers la fin de 2004 a entraîné une réduction de 47 millions de dollars du revenu net pour ce trimestre relativement à la période comparable de l'an dernier.

Revenu total

Le revenu total de 2 688 millions de dollars de ce trimestre (sur une base de mise en équivalence fiscale) a diminué de 82 millions de dollars ou de 3 % par rapport au même trimestre de l'an dernier, et ce, exclusivement en raison de l'effet de la conversion des devises. Toutefois, le revenu total a augmenté de 74 millions de dollars ou de 3 % par rapport au trimestre précédent en raison de gains plus élevés sur les valeurs mobilières et du revenu d'intérêts net de ce trimestre.

Le revenu de 5 302 millions de dollars réalisé depuis le début de l'exercice a été relativement inchangé par rapport à celui de la même période de l'an dernier mais, en excluant l'effet de la conversion des devises, a augmenté de 3 %.

Revenu d'intérêts net (base de mise en équivalence fiscale)

Le revenu d'intérêts net de ce trimestre s'est établi à 1 552 millions de dollars, soit une hausse de 2 % par rapport au même trimestre de l'an dernier et une augmentation de 5 % après l'exclusion de l'effet de la conversion des devises. Le revenu d'intérêts net a aussi été de 3 % plus élevé que celui du trimestre précédent, malgré le fait que le deuxième trimestre compte trois jours de moins.

Le revenu d'intérêts net en dollars canadiens a augmenté de 44 millions de dollars par rapport au même trimestre de l'an dernier, principalement en raison du revenu plus élevé réalisé sur des valeurs mobilières par l'entremise des activités de Scotia Capitaux et des opérations de trésorerie de la Banque. Le revenu d'intérêts net du Réseau canadien a diminué malgré la croissance continue des prêts hypothécaires à l'habitation et des prêts aux particuliers, ainsi que des gains de part de marché d'un exercice sur l'autre. Une marge comprimée a plus que contrebalancé l'effet du volume favorable en raison de la persistance des taux d'intérêt peu élevés et de la préférence des clients pour des prêts hypothécaires à taux variable.

Comparativement au premier trimestre, le revenu d'intérêts net en dollars canadiens a été en hausse de 22 millions de dollars alors que le revenu plus élevé tiré des valeurs mobilières et les volumes accrus ont été partiellement contrebalancés par les trois jours de moins du trimestre. La marge a été relativement inchangée par rapport au trimestre précédent.

Le revenu d'intérêts net en devises du deuxième trimestre a diminué de 2 % par rapport à celui du même trimestre de l'an dernier. Toutefois, en excluant l'effet négatif de la conversion des devises, le revenu d'intérêts net a été en hausse de 5 %.

Comparativement au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net en devises a augmenté de 4 %, principalement en raison de la forte croissance de l'actif des particuliers de Scotiabank Inverlat au Mexique et du revenu plus élevé tiré des valeurs mobilières.

Depuis le début de l'exercice, le revenu d'intérêts net total de 3 055 millions de dollars a été relativement inchangé par rapport à celui de la même période de l'an dernier, mais il a augmenté de 4 % en excluant l'effet négatif de la conversion des devises. Cette croissance sous-jacente a principalement touché le revenu d'intérêts net en devises.

La marge totale sur intérêts s'est établie à 2,07 % pour ce trimestre, alors qu'elle s'établissait respectivement à 2,16 % au deuxième trimestre de l'an dernier et à 2,00 % au dernier trimestre. La marge sur intérêts pour la période de six mois s'est établie à 2,04 %, soit en baisse par rapport au résultat de 2,13 % pour la période comparable de l'an dernier, avec la réduction entière provenant de la marge canadienne.

Autres revenus

Au deuxième trimestre, les autres revenus se sont élevés à 1 136 millions de dollars, comparativement à 1 249 millions de dollars pour le même trimestre de l'an dernier. Cette diminution résulte principalement de gains moins élevés sur les valeurs détenues aux fins de placement et de l'effet négatif de la conversion des devises de 38 millions de dollars. Bien que les deux trimestres aient été favorisés par l'inclusion d'un gain similaire sur la vente d'une partie de l'investissement de la Banque dans la Shinsei Bank au Japon, le reste des gains nets sur les valeurs détenues aux fins de placement a diminué de 106 millions de dollars. Ce recul a été accompagné par des niveaux moins élevés de revenus de banque d'investissement et de commissions de crédit. De même, les revenus de titrisation ont été moins élevés en raison de la réduction des programmes de titrisation des cartes de crédit et des comptes Ligne de crédit Scotia et des profits moindres provenant de la vente de prêts hypothécaires au programme d'Obligations hypothécaires du Canada. Par contre, les revenus tirés des activités de négociation et les commissions de courtage de détail ont été plus élevés en raison de l'activité accrue des clients durant la période en cours.

Les autres revenus ont augmenté de 25 millions de dollars ou de 2 % par rapport au trimestre précédent, en raison de commissions de courtage de détail plus fortes et d'un gain sur la vente d'un prêt restructuré. Il y a eu aussi des gains nets plus élevés sur les valeurs détenues aux fins de placement, bien qu'en excluant le gain sur la vente de Shinsei, les gains sur valeurs mobilières ont diminué de 46 millions de dollars par rapport au dernier trimestre, essentiellement en raison de la dépréciation de certains placements dans des banques d'affaires. De même, il y a eu des revenus moins élevés tirés des activités de négociation et de banque d'investissement comparativement aux montants records réalisés au dernier trimestre.

Pour la période de six mois arrêtée au 30 avril 2005, les autres revenus se sont élevés à 2 247 millions de dollars, en baisse de 2 % par rapport à la période comparable de l'an dernier. Une forte croissance d'un exercice sur l'autre des revenus tirés des activités de négociation, de courtage de détail et des services de dépôt a été plus que contrebalancée par des réductions des gains nets sur les valeurs détenues aux fins de placement, des commissions de crédit et des revenus de titrisation.

Provision pour créances irrécouvrables

Les conditions sont demeurées bonnes sur le marché du crédit ce trimestre et les provisions spécifiques trimestrielles ont été ramenées à leur plus bas niveau depuis bon nombre d'années. Les provisions pour créances irrécouvrables se sont établies à 35 millions de dollars au deuxième trimestre, une amélioration de 95 millions de dollars par rapport au même trimestre l'an passé et 39 millions de dollars de moins qu'au trimestre précédent. Pour les six premiers mois de l'exercice, la provision totale pour créances irrécouvrables s'est inscrite à 109 millions de dollars, soit une réduction de 191 millions de dollars, ou de 64 %, comparativement à la même période de l'exercice précédent.

Frais autres que d'intérêts et productivité

Les frais autres que d'intérêts ont encore une fois été bien contenus. Le ratio de productivité de la Banque, qui mesure l'efficacité de son exploitation, s'est établi à 55,4 %, c'est-à-dire qu'il est demeuré relativement inchangé par rapport à 55,0 % au même trimestre l'an dernier, et à 55,7 % au dernier trimestre. Pour la période écoulée depuis le début de l'exercice, ce ratio s'est inscrit à 55,6 %, par rapport à 55,2 % pour l'exercice précédent.

Le total des frais autres que d'intérêts représente 1 490 millions de dollars pour le trimestre, soit 33 millions de dollars, ou 2 %, de moins qu'au même trimestre l'an passé, ce qui inclut une diminution de 23 millions de dollars attribuable à l'effet de la conversion des devises. Les autres facteurs ayant contribué à ce fléchissement sont la régression de la rémunération à base d'actions, en raison de fluctuations plus faibles du cours de l'action de la Banque, et la réduction des charges liées aux avantages sociaux du personnel.

Par rapport au dernier trimestre, les frais autres que d'intérêts ont augmenté de 33 millions de dollars, ou de 2 %. De petites hausses dans plusieurs catégories de frais, y compris celles des avantages sociaux du personnel, de la technologie, de la publicité et de l'impôt sur le capital, ont entraîné cette augmentation, laquelle a été atténuée par le fait que ce trimestre compte trois jours de moins que le précédent et que la rémunération en fonction du rendement a été moins élevée pour Scotia Capitaux.

En ce qui concerne le total des frais autres que d'intérêts, le résultat cumulé de l'exercice s'établit à 2 947 millions de dollars, une hausse de 18 millions de dollars comparativement à la même période de l'exercice précédent. Compte non tenu de l'effet de la conversion des devises, ces frais ont augmenté de 70 millions de dollars, ou de 2 %. En raison des revenus accrus tirés des services de négociation et de courtage de détail, la rémunération liée au rendement a progressé au cours de l'exercice, mais cette croissance a été contrebalancée par l'évolution à la baisse de la rémunération à base d'actions et des charges liées aux avantages sociaux.

Impôts et taxes

Le taux d'imposition réel a été de 21,2 % ce trimestre, comparativement à 23,4 % pour la même période l'an passé et à 20,1 % pour le trimestre précédent. La diminution de ce taux d'un exercice sur l'autre est principalement attribuable à l'augmentation des revenus des filiales dans des territoires à faible taux d'imposition ainsi qu'à une baisse de l'impôt sur la plus-value de certains titres. L'effet de ces facteurs a été partiellement contrebalancé par une réévaluation à la baisse des actifs d'impôts futurs d'Inverlat suite à l'annonce de réductions des taux d'imposition au Mexique. Le taux d'imposition réel pour le semestre terminé le 30 avril 2005 a été de 20,6 %, par rapport à 22,0 % pour la même période de l'exercice précédent.

Gestion du risque

Les pratiques et politiques de la Banque en matière de gestion du risque n'ont pas changé par rapport à ce qui est énoncé dans les pages 54 à 63 du Rapport annuel 2004.

Risque lié au crédit

La provision totale pour créances irrécouvrables s'est établie à 35 millions de dollars ce trimestre, ce qui représente une baisse en regard de 74 millions de dollars au dernier trimestre et une nette amélioration comparativement à 130 millions de dollars pour le même trimestre l'an passé. Dans une large mesure, cette amélioration est imputable à la qualité du portefeuille de Scotia Capitaux.

La qualité de crédit des portefeuilles de prêts aux particuliers et aux entreprises s'est maintenue au Canada et la provision totale pour créances irrécouvrables s'est établie à 66 millions de dollars au deuxième trimestre, son niveau le plus bas de ces derniers trimestres.

Les provisions pour créances irrécouvrables qui se rapportent aux opérations internationales ont peu changé comparativement à l'an passé, mais elles ont augmenté par rapport au premier trimestre en raison, pour une bonne part, de leur niveau exceptionnellement bas durant cette période.

À Scotia Capitaux, il y a eu une reprise sur provision pour le troisième trimestre d'affilée. La reprise effectuée ce trimestre s'inscrit à 57 millions de dollars et représente une grande amélioration par rapport aux pertes sur prêts de 32 millions de dollars inscrites au même trimestre l'an passé ainsi qu'à la reprise de 9 millions de dollars du trimestre précédent. Attribuable pour une bonne part à la qualité du portefeuille aux États-Unis, cette amélioration d'une période sur l'autre découle d'une réduction des nouvelles provisions et de l'augmentation des reprises sur provisions constituées, compte tenu notamment de la vente de certains prêts au cours du trimestre.

Le montant net des prêts douteux, déduction faite de la provision spécifique pour créances irrécouvrables, s'inscrit à 666 millions de dollars, ce qui constitue une importante amélioration par rapport à 1 371 millions de dollars il y a un an et à 762 millions de dollars au trimestre précédent. Si l'on déduit la provision générale pour créances irrécouvrables, le montant net des prêts douteux s'établit à moins 709 millions de dollars.

Bien que les conditions soient encore favorables sur le marché du crédit, la Banque continue de surveiller activement certains secteurs qui montrent des signes de faiblesse. Il s'agit notamment de l'industrie automobile en Amérique du Nord, laquelle se trouve maintenant aux prises avec des difficultés. Si la Banque ne considère pas le risque de crédit lié à cette industrie comme trop préoccupant, elle examine tout de même attentivement les tendances sectorielles qui sont susceptibles de nuire à la qualité du crédit.

Les reprises sur provisions ne pourront probablement pas se maintenir à un niveau aussi élevé que ces derniers temps, mais cela ne devrait pas empêcher les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables de rester inférieures en 2005 à ce qu'elles étaient l'an passé. Par ailleurs, sous réserve du maintien des tendances récentes à l'amélioration de la qualité du crédit, une réduction de la provision générale pour créances irrécouvrables est sans doute à prévoir au cours de la deuxième moitié de 2005.

Risque de marché

La valeur à risque (VAR) est une mesure clé du risque de marché lié aux activités de négociation de la Banque. La VAR moyenne sur un jour est passée de 8,4 millions de dollars au premier

trimestre et de 8,2 millions de dollars l'an dernier à 6,8 millions de dollars au deuxième trimestre. Cette diminution d'un trimestre sur l'autre était attribuable au risque lié au change. Ce niveau de VAR se situe dans la partie inférieure de la fourchette observée au cours des récents trimestres.

Facteur de risque (en millions de dollars)	Moyenne pour les trimestres terminés les		
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004
Taux d'intérêt	5,4 \$	4,8 \$	7,0 \$
Actions	4,2	4,1	4,5
Change	1,1	5,4	1,2
Produits de base	0,4	0,6	1,0
Diversification	(4,3)	(6,5)	(5,5)
VAR à l'échelle de la Banque	6,8	8,4	8,2

Il y a eu trois journées de pertes liées aux activités de négociation au cours du deuxième trimestre, contre une seule au trimestre précédent. Ces pertes étaient nettement en deçà des limites prévues par la méthode de la VAR.

Risque de liquidité

La Banque maintient un avoir considérable en actifs liquides pour soutenir ses activités. Elle peut vendre ou nantir ces actifs en vue d'honorer ses engagements. Au 30 avril 2005, les actifs liquides s'élevaient à 81 milliards de dollars, soit 26 % du total de l'actif et une hausse de 5 milliards de dollars par rapport au trimestre précédent. Ces actifs se composaient de titres à hauteur de 75 % ainsi que d'espèces et de dépôts auprès de banques à hauteur de 25 %. Ces niveaux demeurent essentiellement inchangés par rapport au trimestre précédent.

Dans le cours de ses activités quotidiennes, la Banque nantit des titres et d'autres actifs afin de garantir une obligation, participer à des systèmes de compensation ou de règlement, ou encore exercer des activités à l'étranger. Elle peut également vendre des titres en vertu d'ententes de rachat. Au 30 avril 2005, l'actif total donné en nantissement ou vendu dans le cadre d'ententes de rachat s'établissait à 42 milliards de dollars (41 milliards de dollars au 31 janvier 2005). La majeure partie de ces actifs est liée à des ententes de rachat et à des garanties pour des activités d'emprunt et de prêt de titres.

Opérations entre apparentés

Les politiques et procédures de la Banque ayant trait aux opérations entre apparentés sont demeurées les mêmes au cours du trimestre. Les arrangements commerciaux conclus entre la Banque et ses sociétés associées ou liées, ses administrateurs et dirigeants, ainsi que les entreprises contrôlées par ses administrateurs, interviennent aux conditions du marché et sont assujettis aux processus habituels de révision du crédit et aux autres processus qu'applique la Banque.

Bilan

Au 30 avril 2005, le total de l'actif de la Banque s'élevait à 309 milliards de dollars, une augmentation de 30 milliards de dollars ou de 11 % par rapport au 31 octobre 2004. La croissance de l'actif a été de 18 milliards de dollars, après exclusion de l'effet de la conversion des devises de 5 milliards de dollars, et de la consolidation de programmes canalisateurs de fonds multicédants de papier commercial de 7 milliards de dollars en 2005 à la suite de modifications apportées aux normes comptables canadiennes. Cette croissance sous-jacente a été répartie sur la majorité des catégories d'actif.

Les opérations de crédit aux particuliers au Canada ont continué d'afficher d'excellents résultats, celles-ci ayant été soutenues par la vigueur continue des marchés de l'habitation et de la rénovation résidentielle. Les produits Ligne de crédit Scotia et les prêts hypothécaires à l'habitation ont fortement progressé encore une fois et ont contribué en grande partie à l'augmentation de 4 milliards de dollars des prêts aux particuliers, avant les titrisations. De plus, les Opérations internationales ont affiché une solide croissance dans les actifs de crédit aux particuliers au Mexique et dans les Antilles, avec une hausse de 1 milliard de dollars par rapport au 31 octobre 2004. Le crédit aux entreprises a fait un bond de 3 milliards de dollars attribuable à Inverlat et à de faibles augmentations dans un bon nombre d'autres secteurs d'opérations de la Banque. Les valeurs mobilières achetées en vertu d'ententes de revente étaient également en hausse de 3 milliards de dollars.

Les valeurs mobilières ont augmenté de 8 milliards de dollars par rapport au 31 octobre 2004, compte non tenu de l'effet de la conversion des devises et de la consolidation de programmes canalisateurs de fonds multicédants de papier commercial. Les valeurs détenues aux fins de négociation ont progressé de 6 milliards de dollars, surtout dans Scotia Capitaux où celles-ci sont utilisées pour couvrir le risque de marché lié aux activités de négociation avec les clients. Les valeurs détenues aux fins de placement se sont également accrues de 2 milliards de dollars.

Au 30 avril 2005, l'excédent de la valeur marchande sur la valeur comptable des valeurs détenues aux fins de placement de la Banque se chiffrait à 988 millions de dollars, une baisse de 186 millions de dollars par rapport au trimestre précédent, en raison principalement d'un gain avant impôts de 118 millions de dollars réalisé sur la liquidation partielle des avoirs de la Banque investis dans Shinsei, et d'une baisse du cours de certains titres des marchés émergents.

Au 30 avril 2005, le passif total s'élevait à 293 milliards de dollars, une hausse de 29 milliards de dollars ou de 11 % par rapport au 31 octobre 2004. Le passif-dépôts a augmenté de 20 milliards de dollars, ou de 16 milliards de dollars après exclusion de l'effet de la conversion des devises. Les dépôts à terme des particuliers ont progressé de façon significative avec une hausse de 2 milliards de dollars. Par ailleurs, les dépôts des entreprises et des administrations publiques plus élevés de 11 milliards de dollars ont contribué à la croissance de l'actif. Les autres passifs ont également fait un bond considérable de 7 milliards de dollars, lequel était directement relié à la consolidation d'entités à détenteurs de droits variables.

Gestion du capital

La situation du capital de la Banque demeure très ferme. Le coefficient de capital de catégorie 1 s'est établi à 11,4 % au deuxième trimestre, comparativement à 11,2 % un an auparavant et au trimestre précédent. Cette augmentation était en partie attribuable à une émission d'actions privilégiées à dividende non cumulatif de 300 millions de dollars durant le trimestre.

Le coefficient de capital-actions corporel ordinaire (qui représente le capital-actions ordinaire moins les actifs incorporels en pourcentage de l'actif rajusté en fonction du risque) est demeuré le plus fort de toutes les principales banques canadiennes. Ce coefficient s'établissait à 9,5 % au 30 avril 2005, par rapport à 9,4 % au deuxième trimestre de l'an dernier et à 9,5 % au trimestre précédent.

Instruments financiers

Le bilan de la Banque se compose en grande partie d'instruments financiers, ces derniers représentant une part importante des activités de la Banque. Diverses mesures reflètent le niveau de

risque associé au portefeuille d'instruments financiers de la Banque. Des observations sur quelques-unes de ces mesures de risque figurent dans la section précédente, Gestion du risque.

La méthode de calcul de la juste valeur des instruments financiers est demeurée inchangée depuis le 31 octobre 2004. Les variations de la juste valeur des instruments financiers découlant de facteurs autres que les conditions normales de l'économie, du secteur et du marché n'ont pas été importantes.

Le total des montants notionnels de dérivés s'établissait à 1 023 milliards de dollars comparativement à 991 milliards de dollars au 31 janvier 2005. De même, le pourcentage de dérivés détenus à des fins de négociation et de dérivés détenus à des fins autres que la négociation ou à des fins de gestion actif-passif est demeuré généralement inchangé.

Arrangements hors bilan

Dans le cours normal de ses activités, la Banque conclut des arrangements contractuels qu'elle n'est pas tenue de consolider dans son bilan. Ces arrangements appartiennent à trois grandes catégories : les entités à détenteurs de droits variables (EDDV), les garanties et engagements de prêts, les opérations de titrisation. La Banque n'a aucune obligation contractuelle importante se situant à l'extérieur du cours normal de ses activités.

Aucun nouvel arrangement important n'a été conclu avec des EDDV durant le trimestre. Les garanties et engagements de prêts se sont accrus de 2 milliards de dollars par rapport au dernier trimestre en raison principalement de l'ajout du concours de trésorerie d'un canalisateur de fonds multicédant administré par la Banque qui a été déconsolidé ce trimestre. Les commissions tirées de ces garanties et engagements de prêts, inscrites dans les autres revenus, se sont établies à 57 millions de dollars pour le trimestre terminé le 30 avril 2005, comparativement à 65 millions de dollars pour la même période il y a un an.

La Banque a titrisé une somme additionnelle de 644 millions de dollars en prêts hypothécaires à l'habitation au cours du trimestre, la titrisation permettant de financer à bon compte la forte croissance du volume des prêts hypothécaires. Au 30 avril 2005, des prêts hypothécaires d'une valeur de 7 948 millions de dollars étaient titrisés.

Dividende par action ordinaire

À l'occasion de la réunion tenue le 31 mai 2005, le conseil d'administration a approuvé le versement d'un dividende trimestriel de 34 cents par action, soit une augmentation de 2 cents par action ordinaire, payable le 27 juillet 2005 aux actionnaires inscrits au 5 juillet 2005. La Banque maintient ainsi un excellent dossier de rendement et son dividende annuel continue de s'accroître.

Perspectives

Le ralentissement qui a marqué la croissance économique mondiale au cours des premiers mois de 2005 se poursuivra vraisemblablement jusqu'à la fin de l'exercice. Même si les activités dans la zone de l'ALENA ont suivi cette tendance généralisée, leur rythme de croissance global demeurera beaucoup plus marqué qu'en Europe et qu'au Japon. Les coûts d'emprunt qui se maintiennent à des planchers historiques, le dynamisme des placements d'entreprise et les dépenses de consommation soutenues permettent de penser que la croissance se maintiendra au Canada en 2005 et ultérieurement.

Les taux de change, y compris celui du dollar canadien, ont fluctué de façon importante et pourraient continuer sur cette lancée dans les mois à venir, contribuant ainsi à accroître les défis posés par le rythme plus modéré de la croissance économique mondiale.

La Banque a obtenu un rendement supérieur à ses objectifs au cours des six premiers mois de l'exercice. Cela est attribuable à la baisse des créances irrécouvrables, aux gains élevés sur les valeurs mobilières, aux solides résultats des marchés financiers et à une bonne croissance de l'actif lié aux services aux particuliers. Cependant, certaines marges continuent d'être comprimées et la demande de prêt à l'entreprise demeure faible. Bien que l'on s'attende à ce que les gains soient modérés d'ici la fin de l'année, nous prévoyons être tout à fait en mesure d'atteindre nos objectifs de rendement en 2005.

Conventions comptables et estimations

Les états financiers consolidés intermédiaires ont été dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Il est recommandé de se reporter à la note 1 des états financiers consolidés annuels de 2004 pour obtenir de plus amples renseignements sur les principes comptables utilisés pour la préparation de ces états financiers.

Aucun changement n'a été apporté aux conventions comptables utilisées par la Banque pour ce trimestre à l'exception de celles décrites à la note 1 des états financiers consolidés intermédiaires. Certains chiffres correspondants ont été retraités par suite de ces changements.

Les détails concernant d'importants changements de conventions comptables futurs et leurs effets sur la Banque sont présentés à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires.

Les principales hypothèses et les bases sur lesquelles reposent les estimations faites par la direction conformément aux PCGR de même que leur incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers consolidés intermédiaires et les notes y afférentes demeurent essentiellement les mêmes que celles décrites dans le Rapport annuel 2004.

Données par secteur d'activité

Réseau canadien

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	852 \$	890 \$	892 \$	1 742 \$	1 756 \$
Provision pour créances irrécouvrables	66	76	81	142	173
Autres revenus	445	447	424	892	841
Frais autres que d'intérêts	817	784	803	1 601	1 567
Provision pour impôts sur le revenu	134	147	145	281	280
Revenu net	280 \$	330 \$	287 \$	610 \$	577 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	1	1	1	2	2
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires²⁾	279 \$	329 \$	286 \$	608 \$	575 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ³⁾	28,9 %	34,1 %	32,7 %	31,5 %	32,6 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	121 \$	120 \$	109 \$	121 \$	108 \$

1) Voir la note 2 à la page 12.

2) Voir la note 4 à la page 12.

3) Voir la note 1 du tableau Total à la page 13.

Le Réseau canadien, qui englobe Gestion de patrimoine, a déclaré un revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires de 279 millions de dollars au cours du deuxième trimestre, ce qui représente 34 % du revenu net de la Banque. Les résultats du Réseau canadien ont enregistré un léger recul de 7 millions de dollars ou de 2 % comparativement à la même période l'an dernier, et ont fléchi de 50 millions de dollars ou de 15 % d'un trimestre sur l'autre. À 28,9 %, le rendement des capitaux propres est demeuré solide.

Le revenu d'intérêts net a affiché une baisse de 40 millions de dollars ou de 4 % par rapport au même trimestre l'an dernier. La plupart des produits ont connu une forte croissance, notamment le crédit hypothécaire à l'habitation, le crédit renouvelable, les dépôts sur comptes d'épargne et comptes-chèques et les comptes courants, laquelle croissance a été accompagnée de gains de parts de marché dans le crédit aux particuliers. Cette croissance a été toutefois largement annulée par un rétrécissement de la marge résultant du maintien des faibles taux d'intérêt et par le changement d'attitude des consommateurs qui se sont tournés vers les prêts hypothécaires à taux variables. D'un trimestre sur l'autre, le revenu d'intérêts net a enregistré un recul de 4 %, en raison des trois jours en moins dans le deuxième trimestre.

Les autres revenus se sont établis à 445 millions de dollars au deuxième trimestre, soit une hausse de 21 millions de dollars ou

de 5 % comparativement à la même période l'an dernier. Toutes les divisions ont amélioré leurs résultats, grâce au volume plus élevé des opérations de courtage de plein exercice et des volumes plus élevés qui ont permis d'enregistrer une augmentation des frais de service sur les opérations et des revenus générés par les cartes. D'un trimestre sur l'autre, les autres revenus sont demeurés essentiellement les mêmes.

Avec une provision pour créances irrécouvrables de 66 millions de dollars ce trimestre – la plus faible enregistrée depuis plusieurs trimestres – la qualité du crédit s'est maintenue à un très bon niveau. La baisse de 15 millions de dollars par rapport à l'an dernier est attribuable à des provisions moins élevées à l'égard du portefeuille des prêts commerciaux.

Par rapport au même trimestre l'an dernier, les frais autres que d'intérêts affichent une augmentation de 2 %, laquelle est attribuable à la croissance normale de la rémunération, à l'augmentation des dépenses liées à des projets et à l'augmentation de l'impôt sur le capital. Cette hausse a été partiellement annulée par la baisse des coûts d'acquisition des prêts hypothécaires et de la rémunération à base d'actions.

D'un trimestre sur l'autre, les frais ont augmenté de 4 %, en raison principalement de la croissance de la rémunération à base d'actions et de l'augmentation saisonnière du coût des avantages sociaux des employés.

Scotia Capitaux

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	230 \$	216 \$	250 \$	446 \$	488 \$
Provision pour créances irrécouvrables	(57)	(9)	32	(66)	103
Autres revenus	329	337	328	666	660
Frais autres que d'intérêts	256	261	268	517	509
Provision pour impôts sur le revenu	120	53	74	173	141
Revenu net	240 \$	248 \$	204 \$	488 \$	395 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	1	1	1	2	2
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires²⁾	239 \$	247 \$	203 \$	486 \$	393 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ³⁾	31,1 %	30,5 %	20,0 %	30,8 %	18,6 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	113 \$	108 \$	114 \$	110 \$	113 \$

1) Voir la note 2 à la page 12.

2) Voir la note 4 à la page 12.

3) Voir la note 1 du tableau Total à la page 13.

Scotia Capitaux a déclaré un revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires de 239 millions de dollars au deuxième trimestre, soit une augmentation de 36 millions de dollars, ou 18 %, par rapport à il y a un an et une légère diminution par rapport au premier trimestre. Le rendement des capitaux propres, qui s'est inscrit à 31,1 % pour le trimestre, a été beaucoup plus élevé que le résultat de 20,0 % obtenu l'exercice précédent, et du même ordre que le rendement élevé du premier trimestre.

Ces excellents résultats s'expliquent par une reprise sur provision pour créances irrécouvrables accrue. De solides revenus ont encore été tirés des activités de négociation et de souscription ce trimestre, sans toutefois atteindre le niveau record du premier trimestre.

Le revenu d'intérêts net a diminué de 8 % par rapport à la même période l'an dernier, principalement en raison du fait que les prêts aux grandes entreprises ont mobilisé moins d'actifs et que les marges d'intérêts se sont rétrécies, ce que la hausse des revenus d'intérêts nets tirés des opérations de négociation n'a que partiellement contrebalancé. Comparativement à il y a un an, le volume moyen des prêts a régressé de 10 % aux États-Unis et en Europe, notamment à cause de l'appréciation du dollar canadien. Par rapport au trimestre précédent, le revenu d'intérêts net a quelque peu progressé, ce à quoi les activités de négociation ont particulièrement contribué.

Le fait qu'un certain nombre de clients qui comptent aient emprunté davantage a résulté en une croissance modérée des prêts aux grandes entreprises pour la première fois depuis plusieurs trimestres.

Les autres revenus sont en légère hausse par rapport à il y a un an. La hausse des revenus tirés des activités de négociation d'actions et l'augmentation des frais liés aux activités de fusion et d'acquisition ont été contrebalancées par une diminution du même

ordre des commissions sur les prêts et des revenus tirés des opérations de change due pour partie à l'appréciation du dollar canadien. Par rapport au trimestre précédent, les autres revenus sont en baisse de 2 %, les niveaux records atteints par les revenus de négociation au premier trimestre n'ayant pu être égalés. Mais ce recul a en grande partie été contrebalancé par la hausse des revenus aux États-Unis résultant surtout des efforts de souscription de prêts dans ce pays, ainsi que de la vente d'un prêt restructuré.

La provision pour créances irrécouvrables a fait l'objet d'une reprise nette de 57 millions de dollars ce trimestre, comparativement à une provision de 32 millions de dollars l'an dernier et à une reprise nette de 9 millions de dollars au trimestre précédent. Ces reprises se sont surtout concentrées aux États-Unis.

Le total des frais est en baisse de 4 % par rapport au même trimestre l'an dernier, principalement à cause de la diminution des charges salariales et des honoraires professionnels, l'accroissement de la rémunération en fonction du rendement ayant toutefois atténué cette baisse. Le total des frais a diminué de 2 % par rapport à leur niveau du trimestre précédent, l'évolution de la rémunération en fonction du rendement ayant suivi celle des revenus de négociation, même si les indemnités de départ et les honoraires professionnels ont augmenté.

La provision pour impôts sur le revenu a été portée à 120 millions de dollars au deuxième trimestre, comparativement à 74 millions de dollars pour la même période il y a un an et à 53 millions de dollars au trimestre précédent. Plusieurs facteurs ont contribué à cette hausse, à savoir le revenu avant impôts plus élevé ce trimestre et le niveau moins élevé des impôts pour les trimestres de référence précédents résultant de certaines transactions structurées.

Opérations internationales

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)¹⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	489 \$	462 \$	505 \$	951 \$	942 \$
Provision pour créances irrécouvrables	26	7	18	33	25
Autres revenus	174	180	197	354	371
Frais autres que d'intérêts	391	388	426	779	816
Provision pour impôts sur le revenu	42	23	41	65	77
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	17	17	22	34	45
Revenu net	187 \$	207 \$	195 \$	394 \$	350 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	1	1	1	2	2
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires²⁾	186 \$	206 \$	194 \$	392 \$	348 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ³⁾	21,0 %	24,2 %	24,2 %	22,5 %	21,8 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	49 \$	48 \$	49 \$	49 \$	48 \$

1) Voir la note 2 à la page 12.

2) Voir la note 4 à la page 12.

3) Voir la note 1 du tableau Total à la page 13.

Le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires a atteint 186 millions de dollars au deuxième trimestre pour la division Opérations internationales, générant un rendement des capitaux propres de 21,0 %. Par rapport à la même période il y a un an, le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires a diminué de 8 millions de dollars en raison de l'effet négatif de la conversion des devises, le dollar canadien s'étant apprécié par rapport à la plupart des devises dans lesquelles la division Opérations internationales traite ses affaires. Sans l'incidence de la conversion des devises, les résultats sont en hausse de 7 millions de dollars, ou de 4 %. Le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires a baissé de 20 millions de dollars, ou de 10 %, par rapport au trimestre précédent, cette baisse étant largement attribuable à l'augmentation des créances irrécouvrables, qui avaient été exceptionnellement réduites au premier trimestre. Les économies d'impôt d'Inverlat ont par ailleurs été moindres en raison d'une réévaluation des actifs d'impôts futurs pour tenir compte de réductions des taux d'imposition sur le revenu.

Le revenu d'intérêts net s'est chiffré à 489 millions de dollars ce trimestre, soit une baisse d'un exercice sur l'autre de 16 millions de dollars, ou de 3 %. Ce recul est imputable à l'incidence de la conversion des devises et aux gains moindres à la valeur du marché sur la juste valeur d'instruments dérivés détenus à des fins autres que la négociation admissibles à la comptabilité de couverture. Sans ces facteurs, la valeur des actifs aurait été supérieure et le revenu d'intérêts, en hausse de 6 %. Notons aussi que le revenu d'intérêts du deuxième trimestre comprenait la contribution de Banco de Comercio, au Salvador, laquelle a été comptabilisée à la valeur de consolidation ce trimestre. À partir du prochain trimestre, les résultats et le bilan de Banco de Comercio seront consolidés. Le revenu d'intérêts net s'inscrit en hausse de 27 millions de dollars par rapport au premier trimestre, l'apport le plus substantiel étant celui d'Inverlat.

Le taux de croissance des prêts au sein de la division Opérations internationales est demeuré inchangé par rapport à la même période l'an dernier. Si l'on exclut l'effet de la conversion des devises, le volume des prêts a connu une robuste hausse de 8 % par rapport à la même période l'an dernier. Les prêts aux particuliers ont connu une forte croissance de 16 %, les prêts hypothécaires ayant progressé de 32 % au Mexique et de plus de 20 % dans les Antilles et au Chili. De plus, les dépôts des particuliers se sont également beaucoup accrus dans les Antilles et au Mexique, toujours si l'on exclut l'effet de la conversion des devises.

Les autres revenus ont été de 174 millions de dollars ce trimestre, ce qui représente 23 millions de dollars de moins qu'à la même période l'an dernier. Une bonne partie de cette régression, soit 9 millions de dollars, est imputable à l'effet négatif de la conversion des devises, le reste s'expliquant par la baisse des commissions sur prêts prélevées pour les services de recouvrement sur prêts fournis dans le contexte de l'acquisition de Baninter en République dominicaine, comparativement à il y a un an.

Les Opérations internationales ont su maintenir une excellente qualité du crédit. Les provisions spécifiques pour créances irrécouvrables se sont chiffrées à 26 millions de dollars ce trimestre, en hausse de 8 millions de dollars par rapport à la même période l'an dernier. Soulignons aussi que celles-ci se sont accrues de 19 millions de dollars après être descendues à un niveau exceptionnellement bas au premier trimestre de 2005.

Les frais autres que d'intérêts se sont établis à 391 millions de dollars au deuxième trimestre, soit une baisse de 35 millions de dollars, ou de 8 %, par rapport à la même période il y a un an. Si l'on exclut l'effet de la conversion des devises, les frais sont en baisse de 4 % en raison de la réduction des frais dans les Antilles, en Asie et au Chili. Par rapport au trimestre précédent, les frais sont en légère hausse.

Autres¹⁾

<i>(Non vérifié) (en millions de dollars) (base de mise en équivalence fiscale)²⁾</i>	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net ³⁾	(113) \$	(141) \$	(191) \$	(254) \$	(302) \$
Provision pour créances irrécouvrables	-	-	(1)	-	(1)
Autres revenus	188	147	300	335	417
Frais autres que d'intérêts	26	24	26	50	37
Provision pour impôts sur le revenu ³⁾	(70)	(21)	(14)	(91)	(71)
Revenu net	119 \$	3 \$	98 \$	122 \$	150 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	1	1	1	2	2
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires⁴⁾	118 \$	2 \$	97 \$	120 \$	148 \$
Autres données					
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	24 \$	22 \$	14 \$	23 \$	15 \$

1) Comprend les revenus de toutes les autres petites unités d'exploitation et les rajustements du siège social, tels que l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net et la provision pour impôts sur le revenu, les écarts entre les montants réels des coûts engagés et imputés aux unités d'exploitation, et l'incidence des titrisations.

2) La Banque, comme certaines autres institutions bancaires, analyse le revenu, la marge nette sur intérêts sur le total de l'actif moyen et le ratio de productivité selon une BMEF. Cette méthodologie permet de majorer le revenu exempt d'impôt gagné à l'égard de certains titres selon une base de mise en équivalence fiscale avant impôts. Dans la présentation des résultats des secteurs d'activité, l'opération symétrique est imputée au poste de la provision pour impôts sur le revenu.

La direction estime que cette méthode d'évaluation permet d'effectuer une comparaison uniforme des revenus d'intérêts nets de sources impossibles et non imposables et permet une évaluation plus cohérente. Les données obtenues par le recours à une BMEF diffèrent de celles qu'on obtiendrait avec les PCGR et peuvent être différentes de celles présentées par d'autres sociétés.

3) Inclut l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt déclarée dans le revenu d'intérêts net ainsi que les provisions pour impôts sur le revenu des trimestres terminés le 30 avril 2005 (94 \$), le 31 janvier 2005 (76 \$) et le 30 avril 2004 (65 \$) et des périodes de six mois terminées le 30 avril 2005 (170 \$) et le 30 avril 2004 (133 \$) pour en arriver aux montants comptabilisés dans l'état consolidé des revenus.

4) À compter de 2005, la rentabilité par secteur n'est plus établie à partir du revenu net mais à partir du revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires. Les données des périodes antérieures ont été rajustées.

Le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires s'est établi à 118 millions de dollars pour ce premier trimestre, comparativement à 97 millions de dollars l'an dernier et à 2 millions de dollars au trimestre précédent. L'augmentation de ce revenu par rapport à l'an dernier résulte principalement du revenu d'intérêts net plus élevé dans la Trésorerie de groupe, qui a été partiellement contrebalancé par des gains réduits sur la vente de valeurs détenues aux fins de placement. L'augmentation d'un trimestre sur l'autre a reflété le gain de 118 millions de dollars de ce trimestre sur la vente d'une partie de l'investissement de la Banque dans la Shinsei Bank.

Le revenu d'intérêts net a augmenté de 78 millions de dollars par rapport à l'an dernier, principalement en raison de l'effet des rajustements de l'évaluation à la valeur du marché pour certains dérivés non admissibles à la comptabilité de couverture ainsi que des dividendes plus élevés pour la Trésorerie de groupe. Une augmentation de 29 millions de dollars dans l'élimination du revenu exempt d'impôts a en partie contrebalancé ces dividendes. Le revenu d'intérêts net s'est aussi amélioré de 28 millions de dollars par rapport au dernier trimestre, principalement en raison de dividendes plus élevés pour la Trésorerie de groupe et d'une augmentation du revenu d'intérêts net provenant d'une réduction des volumes de titrisation de prêts aux particuliers renouvelables.

Les autres revenus ont diminué de 112 millions de dollars par rapport à ceux du même trimestre l'an dernier surtout en raison des gains réduits sur la vente de valeurs détenues aux fins de

placement. Bien que les deux trimestres aient été avantagés par l'inclusion d'un gain similaire sur la vente d'une partie de l'investissement de la Banque dans la Shinsei Bank, le reste des gains nets sur les valeurs détenues aux fins de placement a été beaucoup moins élevé ce trimestre. De même, les revenus tirés des activités de titrisation ont diminué de 19 millions de dollars. Comparativement au dernier trimestre, les autres revenus ont augmenté de 41 millions de dollars en raison du gain de 118 millions de dollars sur la Shinsei Bank. Toutefois, les autres gains nets sur les placements ont été plus bas d'un trimestre sur l'autre.

Le revenu d'intérêts net comprend l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt. La majoration est incluse dans les secteurs d'activité, qui sont inscrits sur une base d'équivalence fiscale. L'élimination s'est élevée à 94 millions de dollars au premier trimestre, comparativement à 65 millions de dollars l'an dernier et à 76 millions de dollars au trimestre précédent.

Les frais autres que d'intérêts de ce trimestre ont été relativement égaux à ceux du même trimestre de l'an dernier et du trimestre précédent.

La diminution de la provision pour impôts sur le revenu d'un exercice sur l'autre et d'un trimestre sur l'autre résulte principalement de l'élimination de la majoration du revenu exempt d'impôt susmentionnée, ainsi que d'un taux d'imposition moins élevé pour certains gains réalisés sur des valeurs mobilières au deuxième trimestre.

Total

	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Revenu du secteur d'activité					
Revenu d'intérêts net	1 458 \$	1 427 \$	1 456 \$	2 885 \$	2 884 \$
Provision pour créances irrécouvrables	35	74	130	109	300
Autres revenus	1 136	1 111	1 249	2 247	2 289
Frais autres que d'intérêts	1 490	1 457	1 523	2 947	2 929
Provision pour impôts sur le revenu	226	202	246	428	427
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	17	17	22	34	45
Revenu net	826 \$	788 \$	784 \$	1 614 \$	1 472 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	4	4	4	8	8
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	822 \$	784 \$	780 \$	1 606 \$	1 464 \$
Autres données					
Rendement des capitaux propres ¹⁾	22,3 %	21,0 %	21,8 %	21,6 %	20,6 %
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>	307 \$	298 \$	286 \$	303 \$	284 \$

1) Aux fins de gestion et de communication interne de l'information, la Banque affecte des actifs à ses secteurs d'activité selon une méthodologie qui prend en compte le crédit, le marché et le risque opérationnel propre à chacun de ses secteurs. Le rendement des capitaux propres est calculé selon l'actif économique affecté au secteur. L'actif économique n'est pas un terme défini conformément aux PCGR et, de ce fait, le rendement des capitaux propres ainsi obtenu pour chaque secteur peut ne pas être comparable à ceux des autres institutions financières.

Données par secteur géographique

	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
<i>(Non vérifié)</i>					
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires <i>(en millions de dollars)</i>					
Canada	407 \$	528 \$	376 \$	935 \$	831 \$
États-Unis	119	61	88	180	159
Autres pays	316	246	328	562	500
Rajustements du siège social	(20)	(51)	(12)	(71)	(26)
	822 \$	784 \$	780 \$	1 606 \$	1 464 \$
Actif moyen <i>(en milliards de dollars)</i>					
Canada	204 \$	200 \$	188 \$	202 \$	186 \$
États-Unis	25	23	22	24	23
Autres pays	75	72	74	74	72
Rajustements du siège social	3	3	2	3	3
	307 \$	298 \$	286 \$	303 \$	284 \$

Chiffres clés pour les trimestres

	Pour les trimestres terminés les							
	30 avril 2005	31 janv. 2005	31 oct. 2004	31 juil. 2004	30 avril 2004	31 janv. 2004	31 oct. 2003	31 juil. 2003
Revenu total ¹⁾ (BMEF ²⁾) (en millions de dollars)	2 688 \$	2 614 \$	2 457 \$	2 532 \$	2 770 \$	2 536 \$	2 551 \$	2 597 \$
Revenu net ¹⁾ (en millions de dollars)	826	788	705	731	784	688	654	620
Bénéfice de base par action (en dollars)	0,82	0,78	0,70	0,72	0,77	0,68	0,64	0,61
Bénéfice dilué par action (en dollars)	0,81	0,77	0,69	0,71	0,75	0,67	0,63	0,60

1) Les montants ont été retraités rétroactivement conformément à la nouvelle prise de position comptable relative au passif et capitaux propres (voir la note 1 à la page 19).

2) Pour le rajustement de la mesure PCGR en base de mise en équivalence fiscale (BMEF), se reporter aux notes 2) et 3) à la page 12.

Information sur les actions

	Au 30 avril 2005
<i>(en milliers d'actions)</i>	
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de placement hypothécaire Scotia	250¹⁾
Titres fiduciaires Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	500¹⁾
Titres fiduciaires Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750²⁾
Titres fiduciaires Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia	750²⁾
Actions privilégiées Série 12	12 000³⁾
Actions privilégiées Série 13	12 000⁴⁾
Actions ordinaires en circulation	993 606⁵⁾
Options non levées octroyées aux termes du Régime d'options d'achat d'actions ordinaires	40 750^{5) 6)}

1) *Figurant au poste «Passif au titre des débetures subordonnées et des instruments de capitaux propres» dans le bilan consolidé.*

2) *Pour le traitement comptable et la présentation de ces instruments, voir la note 1 à la page 19.*

3) *Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif de 0,328125 \$ par action.*

4) *Ces actions donnent droit à un dividende trimestriel en espèces privilégié non cumulatif. Le dividende initial, payable le 27 juillet 2005, est de 0,4405 \$ par action. Par la suite, le dividende trimestriel sera de 0,30 \$ par action.*

5) *Au 19 mai 2005, le nombre d'actions ordinaires en circulation et le nombre d'options s'élevaient respectivement à 993 735 et à 40 619. Le nombre des autres titres de ce tableau demeure inchangé.*

6) *Comprenant 15 634 options d'achat d'actions assorties de droits à la plus-value des actions (composante DPV).*

On trouvera plus de détails, y compris les caractéristiques de convertibilité, aux notes 13 et 14 des états financiers consolidés du 31 octobre 2004 publiés dans le Rapport annuel 2004, et à la note 4 figurant à la page 21 du présent rapport.

Déclarations prospectives Le présent document renferme des déclarations prospectives qui sont formulées aux termes des règles d'exonération de responsabilité de la loi américaine de 1995 intitulée *Private Securities Litigation Reform Act*. Ces déclarations comprennent des observations concernant nos objectifs, nos stratégies, nos résultats financiers prévisionnels, nos prévisions concernant nos secteurs d'activité et l'économie du Canada, des États-Unis et du monde entier, de même que notre gestion du risque. On reconnaît habituellement les déclarations prospectives à l'emploi de termes ou d'expressions comme «croire», «prévoir», «s'attendre à», «avoir l'intention de», «estimer», «pourrait augmenter» et «pourrait fluctuer» ainsi que par la conjugaison des verbes au futur et au conditionnel.

De par leur nature, les déclarations prospectives comportent de nombreuses hypothèses, des incertitudes et des risques inhérents, tant généraux que spécifiques, ainsi que le risque que les prédictions et autres déclarations prospectives se révèlent inexactes. La Banque conseille aux lecteurs de ne pas se fier indûment à ces déclarations, étant donné que les résultats réels risquent de différer sensiblement des estimations et intentions exprimées dans ces déclarations prospectives, en raison d'un certain nombre de facteurs importants, notamment la conjoncture économique et financière au Canada et dans le monde; les variations des taux d'intérêt et des cours du change; les liquidités; l'incidence des changements apportés à la politique monétaire; les modifications apportées aux lois et à la réglementation au Canada et ailleurs; l'exactitude et l'exhaustivité de l'information que la Banque reçoit sur sa clientèle et ses contreparties; la mise au point et le lancement de nouveaux produits et services en temps opportun; l'aptitude de la Banque à achever ses acquisitions et à intégrer les établissements acquis; l'aptitude de la Banque à recruter et à conserver des dirigeants clés; la confiance accordée aux tiers qui fournissent les composantes de l'infrastructure commerciale de la Banque; les changements imprévus des habitudes de dépense et d'épargne du consommateur; les développements technologiques; le regroupement du secteur canadien des services financiers; les changements apportés aux lois fiscales; la concurrence; les procédures judiciaires et réglementaires; les cas de force majeure comme les tremblements de terre; l'incidence éventuelle de conflits internationaux et autres événements, y compris les actes terroristes et la guerre contre le terrorisme; de même que l'aptitude de la Banque à prévoir et à gérer les risques que comportent ces facteurs. La Banque consacre une bonne partie de ses activités à consentir des prêts ou à affecter autrement ses ressources à certains secteurs, entreprises ou pays. Un événement imprévu qui touche ces emprunteurs, secteurs ou pays risque d'avoir une incidence défavorable importante sur les résultats financiers de la Banque, sur sa situation financière ou sur ses liquidités. Ces facteurs, et d'autres encore, peuvent faire en sorte que le rendement réel de la Banque soit, dans une mesure importante, différent de celui envisagé par les déclarations prospectives.

La Banque tient à souligner que la liste de facteurs importants énoncée ci-dessus n'est pas exhaustive. Lorsque les investisseurs et les autres personnes se fient à des déclarations prospectives pour prendre des décisions à l'égard de la Banque et de ses valeurs mobilières, ils devraient se pencher diligemment sur ces facteurs, ainsi que sur d'autres incertitudes et éventualités. La Banque ne s'engage pas à mettre à jour les déclarations prospectives verbales ou écrites qui peuvent être faites de temps à autre par elle ou en son nom.

Le lecteur trouvera d'autres renseignements sur la Banque, y compris sa notice annuelle, sur le site Web de SEDAR à l'adresse www.sedar.com, ainsi que dans la section EDGAR du site Web de la SEC, à l'adresse www.sec.gov.

État consolidé des revenus

	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004 ¹⁾	30 avril 2005	30 avril 2004 ¹⁾
<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>					
Revenu d'intérêts					
Prêts	2 417 \$	2 399 \$	2 235 \$	4 816 \$	4 535 \$
Valeurs mobilières	797	699	674	1 496	1 358
Dépôts à d'autres banques	151	136	107	287	205
	3 365	3 234	3 016	6 599	6 098
Frais d'intérêts					
Dépôts	1 384	1 330	1 101	2 714	2 336
Passif au titre des débiteures subordonnées et des instruments de capitaux propres (notes 1 et 7)	47	46	64	93	142
Autres	476	431	395	907	736
	1 907	1 807	1 560	3 714	3 214
Revenu d'intérêts net	1 458	1 427	1 456	2 885	2 884
Provision pour créances irrécouvrables (note 6)	35	74	130	109	300
Revenu d'intérêts net après provision pour créances irrécouvrables	1 423	1 353	1 326	2 776	2 584
Autres revenus					
Revenus de cartes	56	62	53	118	114
Services de dépôt et de paiement	168	168	161	336	316
Fonds communs de placement	47	44	43	91	84
Services de placement, de courtage et de fiducie	156	142	143	298	268
Commissions de crédit	135	136	144	271	290
Revenus de négociation	125	210	105	335	257
Services de banque d'investissement	167	180	183	347	344
Gains nets sur valeurs détenues aux fins de placement	134	62	247	196	317
Revenus de titrisation	20	19	40	39	68
Autres	128	88	130	216	231
	1 136	1 111	1 249	2 247	2 289
Revenu d'intérêts net et autres revenus	2 559	2 464	2 575	5 023	4 873
Frais autres que d'intérêts					
Salaires et avantages sociaux	883	870	907	1 753	1 748
Frais de locaux et de technologie	285	273	282	558	563
Communications	63	60	60	123	119
Publicité et prospection	50	43	53	93	100
Honoraires	45	42	47	87	76
Taxe d'affaires et taxe sur le capital	42	37	36	79	73
Autres	122	132	138	254	250
	1 490	1 457	1 523	2 947	2 929
Revenu avant les éléments ci-dessous	1 069	1 007	1 052	2 076	1 944
Provision pour impôts sur le revenu	226	202	246	428	427
Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales	17	17	22	34	45
Revenu net	826 \$	788 \$	784 \$	1 614 \$	1 472 \$
Dividendes versés sur les actions privilégiées	4	4	4	8	8
Revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires	822 \$	784 \$	780 \$	1 606 \$	1 464 \$
Nombre moyen d'actions ordinaires en circulation (<i>en millions</i>) :					
De base	996	1 006	1 011	1 001	1 011
Dilué	1 011	1 021	1 028	1 016	1 028
Revenu net par action ordinaire²⁾ (en dollars) :					
De base	0,82 \$	0,78 \$	0,77 \$	1,60 \$	1,45 \$
Dilué	0,81 \$	0,77 \$	0,75 \$	1,58 \$	1,42 \$
Dividendes par action ordinaire (en dollars)	0,32 \$	0,32 \$	0,25 \$	0,64 \$	0,50 \$

1) Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été retraités rétroactivement conformément aux nouvelles exigences comptables de l'ICCA relatives à la distinction entre les capitaux propres et les éléments de passif (voir la note 1 à la page 19).

2) Le revenu par action est exprimé en dollars et est fondé sur le nombre d'actions en circulation.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

Bilan consolidé

	Au			
<i>(Non vérifié) (en millions de dollars)</i>	30 avril 2005	31 janvier 2005	31 octobre 2004 ¹⁾	30 avril 2004 ¹⁾
Actif				
Liquidités				
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	2 137 \$	1 961 \$	1 921 \$	1 417 \$
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	15 954	15 817	12 932	16 668
Métaux précieux	2 403	2 207	2 302	2 627
	20 494	19 985	17 155	20 712
Valeurs mobilières				
Placement	22 781	22 477	15 717	18 377
Négociation	50 164	46 656	43 056	42 184
	72 945	69 133	58 773	60 561
Prêts				
Prêts hypothécaires à l'habitation	70 848	70 070	69 018	63 829
Prêts aux particuliers et sur cartes de crédit	34 403	33 855	30 182	28 432
Prêts aux entreprises et aux administrations publiques	62 174	61 281	57 384	62 485
Valeurs mobilières acquises en vertu d'ententes de revente	20 748	19 769	17 880	21 225
	188 173	184 975	174 464	175 971
Provision pour créances irrécouvrables (note 6)	2 591	2 641	2 696	3 303
	185 582	182 334	171 768	172 668
Autres				
Engagements de clients en contrepartie d'acceptations	7 194	6 283	7 086	7 219
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	12 884	12 493	14 198	13 745
Terrains, bâtiments et matériel	1 904	1 937	1 872	1 872
Écarts d'acquisition	292	270	261	280
Autres actifs incorporels	226	233	240	253
Autres éléments d'actif	7 569	7 879	7 859	6 324
	30 069	29 095	31 516	29 693
	309 090 \$	300 547 \$	279 212 \$	283 634 \$
Passif et avoir des actionnaires				
Dépôts				
Particuliers	82 527 \$	81 059 \$	79 020 \$	79 464 \$
Entreprises et administrations publiques	107 071	101 466	94 125	95 486
Banques	25 184	24 341	22 051	22 691
	214 782	206 866	195 196	197 641
Autres				
Acceptations	7 194	6 283	7 086	7 219
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues en vertu d'ententes de rachat	25 164	24 846	19 428	22 535
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues à découvert	8 542	7 453	7 585	9 527
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation	11 445	11 993	14 054	12 645
Autres engagements	22 346	24 226	15 733	13 697
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	290	287	280	277
	74 981	75 088	64 166	65 900
Passif au titre des débiteures subordonnées et des instruments de capitaux propres (notes 1 et 7)	3 383	3 375	4 865	4 936
Avoir des actionnaires				
Capital-actions				
Actions privilégiées	600	300	300	300
Actions ordinaires et surplus d'apport	3 242	3 234	3 229	3 187
Bénéfices non répartis	13 517	13 236	13 239	12 512
Effet cumulatif de la conversion des devises	(1 415)	(1 552)	(1 783)	(842)
	15 944	15 218	14 985	15 157
	309 090 \$	300 547 \$	279 212 \$	283 634 \$

1) Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été retraités rétroactivement conformément aux nouvelles exigences comptables de l'ICCA relatives à la distinction entre les capitaux propres et les éléments de passif (voir la note 1 à la page 19).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé des modifications survenues dans l'avoir des actionnaires

Pour les périodes de six mois terminées les

<i>(non vérifié) (en millions de dollars)</i>	30 avril 2005	30 avril 2004 ¹⁾
Actions privilégiées		
Solde au début de la période	300 \$	300 \$
Émissions	300	–
Solde à la fin de la période	600	300
Actions ordinaires et surplus d'apport		
Actions ordinaires :		
Solde au début de la période	3 228	3 140
Émissions	73	65
Rachats aux fins d'annulation	(60)	(19)
Solde à la fin de la période	3 241	3 186
Surplus d'apport : Juste valeur des options d'achat d'actions	1	1
Total	3 242	3 187
Bénéfices non répartis		
Solde au début de la période	13 239	11 747
Revenu net	1 614	1 472
Dividendes : Actions privilégiées	(8)	(8)
Actions ordinaires	(640)	(506)
Achat d'actions	(681)	(193)
Autres	(7)	–
Solde à la fin de la période	13 517	12 512
Écart de conversion cumulatif		
Solde au début de la période	(1 783)	(1 074)
Gains de change non réalisés, montant net ²⁾	368	232
Solde à la fin de la période	(1 415)	(842)
Total de l'avoir des actionnaires à la fin de la période	15 944 \$	15 157 \$

1) Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été retraités rétroactivement conformément aux nouvelles exigences comptables de l'ICCA relatives à la distinction entre les capitaux propres et les éléments de passif (voir la note 1 à la page 19).

2) Comprend le montant net des gains de change non réalisés sur les investissements nets dans des établissements étrangers autonomes de 624 \$ (562 \$ au 30 avril 2004) et les pertes découlant des activités de couverture de change de 256 \$ (330 \$ au 30 avril 2004).

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés intermédiaires.

État consolidé condensé des flux de trésorerie

	Pour les trimestres terminés les		Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2005	30 avril 2004 ¹⁾	30 avril 2005	30 avril 2004 ¹⁾
Provenance et (utilisation) des flux de trésorerie (Non vérifié) (en millions de dollars)				
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation				
Revenu net	826 \$	784 \$	1 614 \$	1 472 \$
Ajustements au revenu net en vue de déterminer les flux de trésorerie	52	(63)	62	60
Intérêts courus nets à recevoir et à payer	3	(145)	21	(186)
Valeurs détenues aux fins de négociation	(3 156)	2 496	(6 314)	1 031
Évaluation à la valeur du marché des instruments dérivés de négociation, montant net	(899)	(672)	(1 239)	(511)
Autres, montant net	(361)	(980)	667	(1 074)
	(3 535)	1 420	(5 189)	792
Flux de trésorerie liés aux activités de financement				
Dépôts	6 719	3 816	14 839	1 535
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues en vertu d'ententes de rachat	(15)	(1 826)	4 902	(6 399)
Obligations relatives aux valeurs mobilières vendues à découvert	1 078	(453)	927	239
Rachat/remboursement – passif au titre des débentures subordonnées et des instruments de capitaux propres	–	–	–	(260)
Capital-actions émis	326	39	366	65
Capital-actions remboursé/racheté aux fins d'annulation ou de négociation, montant net	(236)	(126)	(741)	(212)
Dividendes versés en espèces	(322)	(257)	(648)	(514)
Autres, montant net	122	448	327	152
	7 672	1 641	19 972	(5 394)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement				
Dépôts à d'autres banques portant intérêt	34	(1 021)	(2 426)	1 169
Prêts, à l'exclusion des titrisations	(4 624)	(3 463)	(12 192)	(1 021)
Titrisations de prêts	638	909	1 227	1 876
Valeurs détenues aux fins de placement, passif net	3	820	(1 141)	3 101
Terrains, bâtiments et matériel, déduction faite des cessions	(4)	(51)	(62)	(75)
Autres, montant net ²⁾	(24)	(59)	(24)	(59)
	(3 977)	(2 865)	(14 618)	4 991
Incidence des fluctuations des taux de change sur les espèces et quasi-espèces	16	18	51	35
Variation nette des espèces et quasi-espèces ³⁾	176	214	216	424
Espèces et quasi-espèces au début de la période	1 961	1 107	1 921	897
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	2 137 \$	1 321 \$	2 137 \$	1 321 \$
Composition :				
Encaisse et dépôts à d'autres banques sans intérêt	2 137 \$	1 417 \$		
Chèques et autres effets en circulation, montant net ³⁾	–	(96)		
Espèces et quasi-espèces à la fin de la période	2 137 \$	1 321 \$		
Décaissements effectués pour :				
Intérêts	1 927 \$	1 748 \$	3 719 \$	3 526 \$
Impôts sur le revenu	226 \$	270 \$	465 \$	432 \$

1) Certains chiffres présentés à titre de comparaison ont été retraités rétroactivement conformément aux nouvelles exigences comptables de l'ICCA relatives à la distinction entre les capitaux propres et les éléments de passif (voir la note 1 à la page 19).

2) Pour le trimestre et la période de six mois terminés le 30 avril 2005, est inclus un placement dans les filiales de 24 \$ (59 \$ au 30 avril 2004).

3) Au quatrième trimestre de l'exercice 2004, la Banque a changé prospectivement la présentation au bilan consolidé de certains types de chèques et d'autres effets en circulation. Ces effets sont inscrits à leur montant brut sous différents postes de l'actif et du passif, alors qu'ils étaient auparavant constatés à leur montant net au poste «Chèques et autres effets en circulation» sous la rubrique «Autres engagements» au bilan consolidé. Ce changement dans la présentation au bilan a fait en sorte que certains types de chèques et d'autres effets en circulation ne sont plus comptabilisés au poste des espèces et quasi-espèces. Cette situation s'explique par l'adoption d'une nouvelle norme comptable en matière de communication de l'information financière publiée par l'ICCA. Cette nouvelle norme élimine la pratique courante dans le secteur d'activité en cause à titre de source de principes comptables généralement reconnus.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes afférentes aux états financiers consolidés intermédiaires *(non vérifié)*

Les présents états financiers consolidés intermédiaires ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada («PCGR»). Ils doivent être lus conjointement avec les états financiers consolidés pour l'exercice terminé le 31 octobre 2004. Les conventions comptables qui ont servi à établir les états financiers consolidés intermédiaires sont conformes à celles que la Banque a utilisées dans la préparation des états financiers consolidés vérifiés de fin d'exercice, sauf pour ce qui est des éléments traités dans la note 1. Certains chiffres correspondants ont été reclassés conformément à la présentation de la période écoulée.

1. Nouvelles conventions comptables**Passif et capitaux propres**

Le 1^{er} novembre 2004, conformément aux exigences, la Banque a adopté, de manière rétroactive et avec retraitement des chiffres des périodes antérieures, une nouvelle prise de position publiée par l'Institut Canadien des Comptables Agréés («ICCA») qui vise à modifier la comptabilisation de certains instruments financiers qui présentent à la fois des caractéristiques d'un élément de passif et d'un élément de capitaux propres. Selon cette prise de position, certains de ces instruments pouvant être réglés au moyen d'un nombre variable d'instruments de capitaux propres de l'émetteur, au choix de ce dernier, doivent être présentés à titre d'éléments de passif plutôt que de capitaux propres.

L'adoption de cette nouvelle prise de position a influé sur les titres fiduciaires de la Banque Scotia d'une valeur de 2 milliards de dollars émis par Fiducie de Capital Scotia et Fiducie de Capital Banque Scotia et sur les actions privilégiées d'une valeur de 250 millions de dollars émises par Société de placement hypothécaire Scotia. Ces instruments ont été reclassés, passant respectivement des postes «Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales» et «Avoir des actionnaires» au poste «Passif au titre des débiteures subordonnées et des instruments de capitaux propres». Les montants correspondants retraités sont présentés dans le tableau ci-dessous. Cette modification se

traduit, chaque trimestre, par un décaissement d'environ 38 millions de dollars découlant de la comptabilisation de ces instruments à titre de frais d'intérêts. Avant l'exercice 2005, ces mêmes décaissements auraient entraîné la comptabilisation d'un montant de 34 millions de dollars au poste «Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales» et de 2 millions de dollars au poste «Dividendes versés sur les actions privilégiées» (déduction faite d'une provision pour impôts sur le revenu de 2 millions de dollars).

Par ailleurs, le 1^{er} novembre 2004, aux termes d'une nouvelle prise de position comptable canadienne relativement aux entités à détenteurs de droits variables (EDDV), des titres fiduciaires de la Banque Scotia d'une valeur de 1,5 milliard de dollars ont été reclassés au passif-dépôts dans le bilan consolidé (se reporter à la section intitulée «Titres fiduciaires de la Banque Scotia» à la page 20).

Dans tous les cas, le revenu net revenant aux porteurs d'actions ordinaires et le revenu par action n'ont subi aucun changement. De plus, les coefficients de capital réglementaire de la Banque n'ont pas été touchés, puisque les instruments innovateurs du capital de catégorie 1 de la Banque continuent de faire partie du capital de catégorie 1 admissible aux fins réglementaires.

Le tableau suivant résume les retraitements au bilan consolidé que la nouvelle prise de position comptable en matière de passif et de capitaux propres a rendu nécessaires :

<i>(en millions de dollars)</i>	Au 31 octobre 2004			Au 30 avril 2004		
	Présenté	Modification	Retraité	Présenté	Modification	Retraité
Bilan consolidé						
Passif						
Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales	2 280 \$	(2 000)\$	280 \$	2 277 \$	(2 000)\$	277 \$
Passif au titre des débiteures subordonnées et des instruments de capitaux propres	2 615	2 250	4 865	2 686	2 250	4 936
Capitaux propres						
Capital-actions – Actions privilégiées	550	(250)	300	550	(250)	300

Consolidation des entités à détenteurs de droits variables

Le 1^{er} novembre 2004, la Banque a adopté une nouvelle note d'orientation concernant la comptabilité publiée par l'ICCA qui exige la consolidation des entités à détenteurs de droits variables (EDDV) par leur principal bénéficiaire.

Une entité est une EDDV lorsqu'elle remplit volontairement l'une ou l'autre des deux conditions suivantes, ou les deux :

a) le montant total des investissements en instruments de capitaux propres à risque n'est pas suffisant pour permettre à l'entité de financer ses activités sans un soutien financier subordonné additionnel fourni par des tiers; et b) collectivement, les détenteurs des investissements en instruments de capitaux propres à risque ne réunissent pas les caractéristiques essentielles d'une participation financière conférant le contrôle. La note d'orientation relative aux EDDV ne s'applique pas à certaines entités qui sont exclues de son champ d'application. Le principal bénéficiaire est l'entreprise qui assume la majeure partie des pertes prévues et (ou) qui bénéficie de la majeure partie des rendements résiduels prévus de l'EDDV.

Voici un résumé, par catégorie d'EDDV, de l'incidence de la nouvelle note d'orientation sur les états financiers. Les délibérations des normalisateurs comptables se poursuivent quant aux questions suscitées par cette note d'orientation. Au fur et à mesure que ces questions seront traitées et que des modifications seront apportées aux indications sur la comptabilisation, l'incidence de cette nouvelle note d'orientation, dont il est question ci-après, peut aussi changer pour les trimestres à venir.

Instruments de titrisation

La Banque administre trois programmes canalisateurs de fonds multicédants de papier commercial. Ces programmes font appel à l'achat d'actifs à des tiers, par des fonds multicédants, au moyen de l'émission de papier commercial adossé à des crédits mobiliers. La Banque ne détient aucun droit sur ces actifs, mais elle gère, contre rémunération, le programme de vente de papier commercial. De plus, dans certains cas, elle agit à titre de contrepartie aux contrats sur instruments dérivés de ces fonds multicédants et leur fournit une partie importante des liquidités de dernier recours et des facilités d'amélioration partielle du crédit. À l'adoption de la nouvelle norme comptable, la Banque a déterminé qu'elle était le principal bénéficiaire de ces fonds multicédants, qu'elle a consolidés à ses états financiers. En date de l'adoption, les valeurs détenues aux fins de placement, les prêts aux particuliers et les prêts sur cartes de crédit et les autres engagements inscrits au bilan consolidé ont augmenté respectivement de 5 milliards de dollars, de 3 milliards de dollars et de 8 milliards de dollars. Ce changement de convention comptable n'a eu aucune incidence sur le revenu net ni sur le revenu par action.

Titres fiduciaires de la Banque Scotia

La Banque a émis pour 1,5 milliard de dollars de capital de catégorie 1 novateur aux termes de la structure de Fiducie de Capital Banque Scotia. Cette structure est considérée comme une EDDV mais la Banque n'en est pas le principal bénéficiaire. Par conséquent, elle a déconsolidé cette structure et a inscrit 1,5 milliard de dollars en passif-dépôts

d'entreprises et d'administrations publiques dans le bilan consolidé. Ces instruments financiers étaient auparavant inscrits au poste «Part des actionnaires sans contrôle dans les filiales». Par suite de l'adoption mentionnée précédemment des changements de conventions comptables relativement au passif et aux capitaux propres, ces instruments ont été reclassés dans le passif au titre des débiteures subordonnées et des instruments de capitaux propres pour les périodes antérieures. Sur une base trimestrielle, ces changements ont donné lieu à des décaissements de 24 millions de dollars pour cette structure, qui ont été comptabilisés dans les frais d'intérêts. Au cours des périodes antérieures à l'exercice 2005, ces décaissements étaient constatés au poste «Part des actionnaires sans contrôle dans le revenu net des filiales». À la suite des changements apportés à la comptabilisation du passif et des capitaux propres dont il a déjà été question, ces décaissements ont été reclassés dans les frais d'intérêts. Dans l'ensemble, il n'y a eu aucune variation du revenu net ni du revenu par action.

Autres

La Banque participe à d'autres entités comme des structures de placement et des sociétés émettrices de titres de créance assortis d'une garantie qui totalisent 10 milliards de dollars. Bien que la Banque ait consolidé les entités dont elle est le principal bénéficiaire, l'augmentation de l'actif et du passif en découlant a été négligeable.

2. Changements de conventions comptables futurs

Instruments financiers

L'ICCA a publié trois nouvelles normes : Instruments financiers – Constatation et mesure, Couvertures et Résultat étendu. Ces normes qui s'appliqueront aux états financiers de la Banque à compter du 1^{er} novembre 2006 comportent les exigences ci-après.

Instruments financiers – Constatation et mesure

Tous les actifs et les passifs financiers seront comptabilisés à la juste valeur au bilan consolidé, à l'exception des éléments suivants qui seront comptabilisés selon la méthode de l'amortissement du coût : prêts et créances, titres destinés à être détenus jusqu'à l'échéance et passifs financiers non détenus aux fins de négociation. Les gains et les pertes réalisés et non réalisés sur les actifs et les passifs financiers qui sont détenus aux fins de négociation seront inscrits à l'état consolidé des revenus. Les gains et les pertes non réalisés sur les actifs financiers destinés à la vente seront inscrits dans les autres éléments du résultat étendu jusqu'à leur réalisation, après quoi ils seront inscrits à l'état consolidé des revenus. Tous les dérivés, y compris les dérivés intégrés devant être comptabilisés séparément, seront inscrits à la juste valeur au bilan consolidé.

Couvertures

Dans le cas d'une couverture de juste valeur, la composante de l'actif ou du passif sous-jacent faisant l'objet de la couverture ainsi que le dérivé détenu aux fins de couverture seront comptabilisés à la juste valeur et les variations de la juste valeur seront inscrites à l'état consolidé des revenus. Dans le cas d'une couverture de flux de trésorerie, la variation de la juste valeur d'un dérivé sera inscrite dans les

autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce que l'actif ou le passif couvert influe sur l'état consolidé des revenus et, à ce moment-là, la variation connexe de la juste valeur sera également inscrite à l'état consolidé des revenus. Lorsqu'une couverture présente une inefficacité, celle-ci sera constatée dans l'état consolidé des revenus.

Résultat étendu

Les gains et pertes non réalisés sur des actifs financiers qui seront destinés à la vente, les gains ou pertes de change non réalisés découlant des activités d'établissements étrangers autonomes et les variations de la juste valeur des instruments de couverture des flux de trésorerie seront inscrits dans un état des autres éléments du résultat étendu jusqu'à ce qu'ils soient constatés à l'état consolidé des revenus. Les autres éléments du résultat étendu feront partie de l'avoir des actionnaires.

L'incidence de la mise en oeuvre de ces nouvelles normes ne peut pas encore être déterminée car elle dépend des positions non réglées et des stratégies de couverture de la Banque ainsi que de la volatilité des marchés au moment de la transition.

3. Résultats d'exploitation sectoriels

La Banque Scotia est une institution de services financiers diversifiée qui offre une vaste gamme de produits et de services financiers à ses clientèles privée et commerciale ainsi qu'aux grandes entreprises dans le monde entier. La

Banque se divise en trois grandes unités d'exploitation, à savoir : Réseau canadien, Scotia Capitaux et Opérations internationales. Les résultats de ces unités d'exploitation sont présentés dans les tableaux des pages 9 à 12 sur le revenu par secteur d'activité.

4. Opérations importantes portant sur les capitaux propres

Au cours du premier trimestre de l'exercice 2005, la Banque a lancé une nouvelle offre publique de rachat en vue de racheter jusqu'à 50 millions de ses actions ordinaires, ce qui représente environ 5 % des actions ordinaires en circulation de la Banque. L'offre se terminera le 5 janvier 2006 ou à la date à laquelle la Banque aura acquis les actions, selon la première de ces deux dates. Au cours du trimestre, la Banque a racheté 5,9 millions d'actions ordinaires au prix moyen de 39,88 \$ l'action. Pour le semestre terminé le 30 avril 2005, la Banque a racheté 18,6 millions d'actions ordinaires au prix moyen de 39,82 \$ l'action.

Le 15 mars 2005, la Banque a émis des actions privilégiées de série 13 à dividende non cumulatif d'une valeur totale de 300 millions de dollars. Le prix a été fixé à 25,00 \$ l'action et leur rendement annuel est de 4,80 %.

5. Cession de prêts par titrisation

La Banque titrise des prêts hypothécaires à l'habitation au moyen de la création de titres hypothécaires. Le gain net à la cession de prêts hypothécaires résultant de ces titrisations est constaté au titre des «Revenus de titrisation» dans l'état consolidé des revenus. Aucune créance irrécouvrable n'est prévue, les prêts hypothécaires étant assurés. Le tableau qui suit présente les cessions réalisées par la Banque :

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Produit net en espèces	638 ¹⁾ \$	589 ¹⁾ \$	909 \$	1 227 ¹⁾ \$	1 876 \$
Droits conservés	21	14	32	35	59
Engagement de service retenu	(4)	(4)	(5)	(8)	(12)
	655	599	936	1 254	1 923
Prêts hypothécaires à l'habitation titrisés	644	588	908	1 232	1 883
Gain net sur la cession	11 \$	11 \$	28 \$	22 \$	40 \$

1) Excluant des prêts hypothécaires assurés de 179 \$ conservés par la Banque et titrisés au cours du trimestre terminé le 30 avril 2005 (525 \$ au trimestre terminé le 31 janvier 2005) et de 704 \$ pour le semestre terminé le 30 avril 2005 (néant pour le semestre terminé le 30 avril 2004). Ces actifs sont classés à titre de valeurs détenues aux fins de placement et leur solde s'élevait à 649 \$ au 30 avril 2005.

6. Provision pour créances irrécouvrables

Le tableau qui suit présente les variations des provisions pour créances irrécouvrables :

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Solde au début de la période	2 650 \$	2 704 \$	3 270 \$	2 704 \$	3 580 \$
Présentées avec les valeurs mobilières	–	–	–	–	(363) ¹⁾
Radiations	(153)	(149)	(140)	(302)	(317)
Recouvrements	48	36	33	84	73
Provision pour créances irrécouvrables	35	74	130	109	300
Autres, y compris le redressement de change	19	(15)	24	4	44
Solde à la fin de la période ²⁾³⁾	2 599 \$	2 650 \$	3 317 \$	2 599 \$	3 317 \$

- 1) Depuis le 1^{er} novembre 2003, la provision pour risque-pays liée aux valeurs détenues aux fins de placement n'est plus constatée dans la provision pour créances irrécouvrables, mais elle continue d'être déduite des valeurs détenues aux fins de placement.
- 2) Au 30 avril 2005, un montant de 8 \$ (9 \$ au 31 janvier 2005; 14 \$ au 30 avril 2004) était inscrit au poste «Autres engagements».
- 3) Au 30 avril 2005, la provision générale pour créances irrécouvrables était de 1 375 \$ (1 375 \$ au 31 janvier 2005; 1 475 \$ au 30 avril 2004).

7. Passif au titre des débetures subordonnées et des instruments de capitaux propres

Le tableau suivant fournit les détails du passif au titre des débetures subordonnées et des instruments de capitaux propres :

	Au		
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004 ¹⁾
Débetures subordonnées	2 633 \$	2 625 \$	2 686 \$
Actions privilégiées de catégorie A émises par la Société de placement hypothécaire Scotia	250	250	250
Titres fiduciaires de la Banque Scotia – Série 2000-1 émis par Fiducie de Capital Scotia	500	500	500
Titres fiduciaires de la Banque Scotia – Série 2002-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia ²⁾	–	–	750
Titres fiduciaires de la Banque Scotia – Série 2003-1 émis par Fiducie de Capital Banque Scotia ²⁾	–	–	750
	3 383 \$	3 375 \$	4 936 \$

- 1) Les montants ont été retraités rétroactivement conformément à la nouvelle prise de position comptable sur le passif et les capitaux propres (se reporter à la note 1 de la page 19). De plus, les caractéristiques de ces instruments de capitaux propres sont décrites à la note 13 afférente aux états financiers consolidés de l'exercice terminé le 31 octobre 2004.
- 2) Le 1^{er} novembre 2004, ces titres ont été reclassés au poste «Dépôts» sur une base prospective à la suite de l'adoption d'une nouvelle prise de position comptable sur les EDDV (se reporter à la note 1 de la page 19).

8. Avantages sociaux futurs

Les avantages sociaux futurs comprennent les prestations de retraite et les avantages complémentaires de retraite, les avantages postérieurs à l'emploi et les absences et congés rémunérés. Le tableau suivant résume les charges liées aux principaux régimes de la Banque¹⁾.

(en millions de dollars)	Pour les trimestres terminés les			Pour les périodes de six mois terminées les	
	30 avril 2005	31 janvier 2005	30 avril 2004	30 avril 2005	30 avril 2004
Charges au titre des prestations					
Régimes de retraite	24 \$	21 \$	22 \$	45 \$	44 \$
Autres régimes	25	27	26	52	52
	49 \$	48 \$	48 \$	97 \$	96 \$

- 1) D'autres régimes administrés par certaines filiales de la Banque ne sont pas considérés suffisamment importants pour qu'il en soit tenu compte dans la présente note.

9. Événement postérieur à la date du bilan

Le 2 mai 2005, la Banque a conclu l'acquisition de 98 % des actions ordinaires de la Banco de Comercio d'El Salvador. Le prix d'achat s'est élevé à 178 millions de dollars américains. La Banque consolidera les actifs et passifs et les résultats d'exploitation de la Banco de Comercio à compter du troisième trimestre.

Service de dépôt direct

Les actionnaires qui le désirent peuvent faire déposer les dividendes qui leur sont distribués directement dans leurs comptes tenus par des institutions financières membres de l'Association canadienne des paiements. Il leur suffit, à cet effet, d'écrire à l'Agent de transfert.

Régime de dividendes et d'achat d'actions

Le régime de réinvestissement de dividendes et d'achat d'actions de la Banque Scotia permet aux porteurs d'actions ordinaires et privilégiées d'acquérir d'autres actions ordinaires en réinvestissant leurs dividendes en espèces sans avoir à acquitter les frais de courtage ou d'administration.

Les actionnaires admissibles ont également la possibilité d'affecter, au cours de chaque exercice, une somme ne dépassant pas 20 000 \$ à l'achat d'actions ordinaires supplémentaires de la Banque. Les actionnaires titulaires de débetures subordonnées entièrement nominatives de la Banque peuvent également affecter aux mêmes fins le montant des intérêts perçus sur ces dernières. Tous les frais liés à la gestion du régime sont à la charge de la Banque.

Pour obtenir plus de renseignements sur le régime, il suffit de communiquer avec l'Agent de transfert.

Dates de paiement des dividendes pour 2005

Dates de clôture des registres et de paiement des dividendes déclarés sur les actions ordinaires et privilégiées, sous réserve de l'approbation du conseil d'administration.

Date de clôture des registres	Date de paiement
4 janvier	27 janvier
5 avril	27 avril
5 juillet	27 juillet
4 octobre	27 octobre

Envoi de documents en plusieurs exemplaires

À titre de porteur d'actions, vous pouvez figurer plusieurs fois sur la liste d'envoi si vous êtes inscrit sous différents noms ou différentes adresses. Pour mettre fin à cette duplication, veuillez communiquer avec l'Agent de transfert afin que soient prises les dispositions nécessaires.

Site Web

Pour toute information concernant la Banque Scotia et ses services, vous pouvez également visiter notre site Web : www.banquescotia.com.

Conférence téléphonique et diffusion sur le Web

La conférence téléphonique portant sur les résultats trimestriels, d'une durée d'environ une heure, aura lieu le 31 mai 2005 à compter de 14 h 30 HAE. Les parties intéressées peuvent également participer à la conférence téléphonique, à titre d'auditeurs uniquement, en composant le 1 800 814-4859 (numéro sans frais), 5 à 15 minutes avant le début. La conférence téléphonique, accompagnée d'une présentation sur diapositives, sera également diffusée en direct sur le Web. Pour y accéder, cliquez sur la page «Relations avec les investisseurs» du site www.banquescotia.com. La présentation des résultats par les dirigeants de la Banque Scotia sera suivie d'une période de questions. Les auditeurs sont invités à envoyer leurs questions par courriel, à l'adresse investor.relations@scotiabank.com.

Un enregistrement de la conférence téléphonique sera disponible du 31 mai au 14 juin 2005, au numéro de téléphone 416 640-1917, code 21124095, suivi du carré. Un enregistrement de la conférence diffusée sur le Web sera disponible pendant trois mois sur le site Web de la Banque Scotia.

Renseignements

Investisseurs :

Les analystes financiers, les gestionnaires de portefeuilles et les autres investisseurs qui souhaitent obtenir de l'information financière concernant la Banque sont priés de communiquer avec le service Relations avec les investisseurs, Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza
44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : 416 866-5982
Télécopieur : 416 866-7867
Courriel : investor.relations@scotiabank.com

Médias :

Les demandes d'information des médias et les autres demandes de renseignements doivent être adressées au service Relations publiques, Affaires de la société et Affaires gouvernementales à l'adresse ci-dessus.

Téléphone : 416 866-3925
Télécopieur : 416 866-4988
Courriel : corpaff@scotiabank.com

Actionnaires :

Pour obtenir des renseignements sur une nouvelle participation, un changement d'adresse, des dividendes, des transferts successoraux ou la perte de certificats d'actions, ou pour demander que cessent des envois multiples, veuillez vous adresser à l'Agent de transfert de la Banque :

Société de fiducie Computershare du Canada
100, avenue University, 9^e étage
Toronto (Ontario) Canada M5J 2Y1
Téléphone : 1 877 982-8767
Télécopieur : 1 888 453-0330
Courriel : service@computershare.com

Coagent de transfert (États-Unis)
Computershare Trust Company Inc.
350 Indiana Street
Golden, Colorado 80401
U.S.A.
Téléphone : 1 800 962-4284

Pour toute autre demande de renseignements, les actionnaires sont priés de contacter les Affaires financières :

Banque Scotia
Scotia Plaza, 44, rue King Ouest
Toronto (Ontario) Canada M5H 1H1
Téléphone : 416 866-4790
Télécopieur : 416 866-4048
Courriel : corporate.secretary@scotiabank.com

Quarterly Reports available in English

The Bank publishes its statements and Annual Report in both English and French, and makes every effort to provide them to Shareholders in the language of their choice. If you would prefer to receive shareholder communications in English, please contact Public, Corporate and Government Affairs, The Bank of Nova Scotia, Scotia Plaza, 44 King Street West, Toronto, Ontario, Canada, M5H 1H1. Please supply the mailing label you received, if possible, so we may adjust our records.

La Banque de Nouvelle-Écosse est une entreprise canadienne constituée avec responsabilité limitée.



^{MC} Marque de commerce de La Banque de Nouvelle-Écosse.



Le manufacturier de papier adopte le programme Sustainable Forestry Initiative® (SFI®) pour son exploitation forestière. SFI® est une norme rigoureuse de principes environnementaux, d'objectifs et de mesures de performances qui comprend l'exploitation et le développement forestier conjointement avec la protection de la faune, des plantes, du sol et de la qualité de l'eau en plus de plusieurs autres objectifs de conservation. www.aboutsfi.org

Le logo SFI est une marque de commerce de l'American Forest & Paper Association. Sustainable Forestry Initiative® et SFI® sont des marques déposées de l'American Forest & Paper Association.

